

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/4206
10 août 1959

ORIGINAL : FRANCAIS

RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE
SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
POUR LA PERIODE DU 2 AOUT 1958 AU 6 AOUT 1959

Note du Secrétaire général : Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre au Conseil de sécurité le rapport du Conseil de tutelle sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour la période du 2 août 1958 au 6 août 1959.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	2
PREMIERE PARTIE. ACTIVITE DU CONSEIL DE TUTELLE TOUCHANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE ...	2
Examen du rapport annuel	2
Examen de pétitions	3
Mission de visite	3
DEUXIEME PARTIE. SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE	6
I. Généralités	6
II. Progrès politique	15
III. Progrès économique	31
IV. Progrès social	55
V. Progrès de l'enseignement	63
VI. Fixation d'un délai définitif et d'étapes inter- médiaires pour l'accession du Territoire à l'autonomie ou à l'indépendance	72
Annexe. Carte du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique	

INTRODUCTION

1. Conformément à l'Article 83 de la Charte, à la résolution que le Conseil de sécurité a adoptée à sa 415ème séance, le 7 mars 1949, et à sa propre résolution 46 (IV) du 24 mars 1949, le Conseil de tutelle a exercé, pour le compte du Conseil de sécurité, les fonctions assumées par l'Organisation des Nations Unies au titre du régime international de tutelle en ce qui concerne le progrès politique, économique, social et culturel des habitants du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, désigné comme zone stratégique.

PREMIERE PARTIE - ACTIVITE DU CONSEIL DE TUTELLE TOUCHANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Examen du rapport annuel

2. Le rapport du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour la période de douze mois qui a pris fin le 30 juin 1958 a été communiqué aux membres du Conseil de tutelle le 28 mai 1959^{1/} et inscrit à l'ordre du jour de la vingt-quatrième session du Conseil.

3. L'examen du rapport a commencé à la 992ème séance, au cours de laquelle des déclarations préliminaires ont été faites par le représentant de l'Autorité administrante et son Représentant spécial, M. Delmas H. Nucker, Haut-Commissaire pour le Territoire sous tutelle. A la 994ème séance du Conseil, M. Bethwal Henry de Ponapé a fait une déclaration en qualité de membre de la délégation des Etats-Unis d'Amérique. Au cours des 994ème à 998ème séances, les membres du Conseil ont posé des questions au Représentant spécial. A la 998ème séance, le Conseil a abordé la discussion générale de la situation dans le Territoire et l'a terminée à la 1005ème séance. A la 1005ème séance, le Conseil a nommé un Comité de rédaction composé des représentants de la Birmanie, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay et du Royaume-Uni, qu'il a chargé de rédiger la partie du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité qui concerne la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

1/ T/1453.

4. A ses 1026^{ème} et 1027^{ème} séances, le Conseil a adopté les recommandations faites dans le rapport du Comité de rédaction^{1/}. Le rapport, tel qu'il a été finalement adopté à la 1038^{ème} séance, constitue la deuxième partie du présent rapport.

Examen de pétitions

5. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a examiné, conformément à l'article 85, paragraphe 2, de son règlement intérieur, une pétition de la population du district de Saipan^{2/}. A la même session, le Conseil a étudié conformément à la procédure établie, une pétition^{3/} des représentants Bolkein et Kabua demandant au Conseil de tutelle de procéder à une enquête détaillée sur la question des terres qui ont été prises aux habitants des îles Marshall et pour lesquelles ils n'ont pas reçu d'indemnisation. Par sa résolution 2006 (XXIV), le Conseil a appelé l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante^{4/} et sur les déclarations de son Représentant spécial. Il a pris note de la déclaration du Représentant spécial selon laquelle l'Autorité administrante poursuivait l'examen de la question afin de parvenir à un règlement équitable et le Conseil de tutelle serait tenu au courant des résultats de cet examen. Le Conseil a décidé de reprendre l'examen de cette pétition à sa vingt-sixième session, en tenant compte du supplément d'information qui pourrait être présenté par l'Autorité administrante.

Mission de visite

6. Pendant la période considérée, le Territoire sous tutelle a été visité par la Mission de visite de 1959 dans les Territoires sous tutelle des îles du Pacifique, de Nauru et la Nouvelle-Guinée, composée de M. Chiping H.C. Kiang (Chine), Président, de M. Alfred Claeys Bouúaert (Belgique), U Tin Maung (Birmanie) et M. Sergio Kociancich (Italie).

7. La décision d'envoyer la Mission de visite a été prise par le Conseil au cours de sa vingt-deuxième session. A sa 933^{ème} séance, le Conseil a désigné les membres de la Mission; à sa 939^{ème} séance, au cours de sa huitième session extraordinaire,

1/ T/L.923.

2/ T/PET.10/L.3.

3/ T/PET.10/30.

4/ T/L.930.

il a adopté la résolution 1923 (S-VIII) qui définissait le mandat de la Mission. Aux termes de cette résolution, la Mission était chargée d'enquêter et de faire rapport aussi complètement que possible sur les mesures prises, dans les Territoires sous tutelle mentionnés ci-dessus, pour atteindre les objectifs énoncés à l'alinéa b) de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies, en tenant compte des dispositions de la résolution 321 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 15 novembre 1949, ainsi que des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée; d'étudier, en s'inspirant le cas échéant des débats du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale ainsi que des résolutions adoptées par ces organes, les questions évoquées à propos des rapports annuels sur l'administration des Territoires sous tutelle en question, dans les pétitions reçues par le Conseil au sujet de ces Territoires, dans les rapports des missions périodiques de visite qui se sont rendues précédemment dans ces Territoires et dans les observations faites au sujet de ces rapports par les Autorités administrantes; de recevoir des pétitions, sans préjudice des décisions qu'elle pourrait prendre en vertu du règlement intérieur du Conseil, et d'enquêter sur place, après avoir consulté le représentant local de l'Autorité administrante intéressée, sur celles des pétitions reçues qui appellent, à son avis, une enquête spéciale; et d'adresser au Conseil, le plus tôt possible, un rapport sur chacun des Territoires sous tutelle visités, rapport où elle consignerait ses constatations, accompagnées des observations, conclusions et recommandations qu'elle pourrait juger bon de présenter.

8. La Mission a quitté New-York le 4 février 1959 et est arrivée le 6 février à Honolulu. Elle y a passé deux jours, pendant lesquels elle a rendu une visite protocolaire au Commandant en chef de la flotte américaine du Pacifique et visité le musée Bishop, centre d'études et de recherches sur les îles du Pacifique. Elle s'est également entretenue avec des membres du Comité consultatif du Programme de formation des étudiants micronésiens à Hawaii, puis avec des étudiants micronésiens qui font des études à l'Université d'Hawaii grâce à des bourses accordées par l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies et avec d'autres étudiants inscrits dans divers établissements d'enseignement en tant que boursiers de l'Administration du Territoire et d'organisations privées.

9. Après un bref séjour à Guam, où elle a pris des dispositions définitives pour sa visite dans les différents districts du Territoire et où elle a eu un certain nombre de conférences avec le Haut-Commissaire et d'autres fonctionnaires du

Territoire, la Mission a visité les îles de Koror, Peleliu et Yap dans les Carolines occidentales, du 13 au 19 février. De Yap, la Mission est revenue à Guam le 19 février et elle a visité Saipan, Tinian et Rota dans les Mariannes septentrionales, les 21 et 22 février. Après avoir passé une journée à Guam, la Mission s'est rendue dans les îles de Moen, Dublon, Fefan, Tol, Mokil et Ponapé dans les Carolines orientales et à Ujelong dans les Marshall, du 23 février au 5 mars; elle a visité ensuite Majuro et les atolls de Jaluit et Rongelap, dans les Marshall, du 6 au 10 mars. La Mission a quitté le Territoire sous tutelle le 10 mars pour se rendre dans le Territoire sous tutelle de Nauru. Elle est revenue à Truk le 14 mars et y a conféré le lendemain pour la dernière fois avec le Haut-Commissaire du Territoire. La Mission est partie de Truk le 16 mars et a visité ensuite le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, avant de rentrer au Siège des Nations Unies le 25 avril 1959; le 8 mai 1959 elle a adopté son rapport sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

10. Le Conseil a examiné le rapport de la Mission de visite à sa vingt-quatrième session, en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante.

11. A sa 1030ème séance, le Conseil a adopté la résolution 1952 (XXIV), par laquelle il prenait acte des rapports de la Mission de visite et des observations présentées par les Autorités administrantes à leur sujet, remerciait la Mission de visite de l'oeuvre qu'elle avait accomplie en son nom et signalait que, à sa vingt-quatrième session, en formulant ses propres conclusions et recommandations au sujet de la situation dans les Territoires sous tutelle en question, il avait tenu compte des observations et conclusions de la Mission de visite, ainsi que des observations présentées à ce sujet par les Autorités administrantes. Le Conseil décidait également de continuer à tenir compte de ces observations et de ces conclusions quand il examinerait des questions relatives à ces Territoires sous tutelle et il invitait les Autorités administrantes intéressées à tenir compte des conclusions de la Mission de visite ainsi que des observations faites à ce sujet par les membres du Conseil de tutelle. Il décidait, conformément à l'article 90 de son règlement intérieur, de faire imprimer les rapports de la Mission de visite ainsi que les observations présentées par écrit par le Gouvernement de l'Australie et le texte de la résolution.

12. Les observations que la Mission de visite a consignées dans son rapport et les observations des membres du Conseil de tutelle à ce sujet, sont résumées dans la deuxième partie du présent rapport.

DEUXIEME PARTIE - SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE
DES ILES DU PACIFIQUE

I. GENERALITES

Aperçu de la situation et recommandations
adoptées par le Conseil de tutelle

Considérations générales

1. Les îles qui composent le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique représentent une superficie totale de 687 milles carrés et sont disséminées sur quelque trois millions de milles carrés de l'océan Pacifique. La population, estimée à 70.600 personnes en 1958, appartient en gros au groupe des Micronésiens, mais comprend également de petits groupes de non-autochtones, Polynésiens et Gilbertiens.
2. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté la recommandation et la conclusion suivantes :

Le Conseil prend note des observations et des conclusions de la Mission de visite et les recommande à l'attention de l'Autorité administrante.

Transferts de populations en raison d'expériences nucléaires

3. Le Conseil s'est occupé à plusieurs reprises du sort des habitants d'Eniwetok et de Bikini, qui ont été évacués en 1946 et en 1947 respectivement, à cause d'expériences nucléaires, et de la situation des habitants de Rongelap et d'Uterik, qui ont été évacués temporairement en 1954 parce que des expériences thermo-nucléaires avaient provoqué une retombée radioactive.
4. A sa vingtième session, le Conseil avait noté avec intérêt qu'un arrangement avait été conclu en vue d'indemniser les populations évacuées de Bikini et d'Eniwetok et que ces populations, installées maintenant à Kili et Ujelong, avaient commencé à percevoir les intérêts des fonds spéciaux créés pour elles par l'Autorité administrante.
5. A sa vingt-deuxième session, il avait également enregistré avec satisfaction les mesures prises pour améliorer la situation sanitaire et faciliter la réadaptation des personnes évacuées. L'Autorité administrante a annoncé, depuis, que les services logistiques insuffisants d'Ujelong avaient été améliorés pendant l'année considérée et que de nouvelles améliorations seraient bientôt réalisées.

6. La Mission de visite de 1959 a signalé que les typhons avaient détruit le schooner qui avait été acheté par l'Administration pour les habitants de Kili. En raison de la perte de la cargaison du bateau, le magasin de Kili n'avait pas pu se réapprovisionner. L'Administration lui avait fourni gratuitement, à titre de secours, pour 3.000 dollars de denrées alimentaires destinées à être revendues à moitié prix. Le produit de la vente, soit 1.500 dollars, avait servi pour aider à continuer de tenir le magasin. En attendant la mise en service d'un nouveau bateau, actuellement en construction, l'Administration avait affrété un schooner pour les habitants de Kili. En outre, on avait entrepris des programmes de distribution de vivres et de remise en état des terres et l'exécution de ces programmes était très avancée. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil qu'un bateau affecté de façon permanente à Kili entrerait vraisemblablement en service vers la fin de juin 1959. On espérait que ce nouveau bateau permettrait à la population de reprendre le travail sur les îles de Jebet, de Jar et de Boklaplap dans l'atoll de Jaluit et de pêcher dans le lagon de Jaluit.

7. La Mission a exprimé l'espoir qu'étant donné les grandes difficultés que les habitants de Kili éprouvaient pour s'adapter à la vie dans cette île, l'Administration ferait de nouveaux efforts pour les aider à reprendre une vie normale. La Mission a recommandé, en particulier, que l'Administration prenne des mesures dès que possible pour faire reconstruire les installations que les habitants de Kili avaient à Jaluit, afin de leur permettre de tirer pleinement parti de la pêche et des autres possibilités de cet atoll.

8. La Mission a eu l'impression que les anciens habitants d'Eniwetok s'étaient bien adaptés à leur nouvelle île - Ujelong. L'Administration a fait savoir à la Mission qu'à leur demande un poste de radio serait installé au mois de juin 1959 sur cette île et qu'un agent de vulgarisation agricole reviendrait dans l'île pour aider la population à planter de nouvelles cultures de subsistance et des cocotiers. La Mission a considéré que le désir exprimé par les élèves d'Ujelong de faire des études à l'Ecole centrale des îles du Pacifique était justifié et elle a exprimé l'espoir que l'Administration réserverait un accueil favorable à cette demande. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a indiqué qu'en 1958 la population de Ujelong avait perçu plus de 4.500 dollars d'intérêt des fonds spéciaux et que l'amélioration des services maritimes lui permettrait d'accroître les recettes qu'elle tire du coprah.

9. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait noté que la population de Rongelap avait été rapatriée et il s'était déclaré convaincu qu'avec l'aide que l'Autorité administrante continuerait à lui apporter, elle pourrait bientôt retrouver une vie normale sur l'atoll. L'Autorité administrante a signalé dans son dernier rapport que, si 82 personnes seulement avaient été évacuées de Rongelap en 1954, plus de 250 personnes y avaient maintenant été installées. Une mise en valeur des ressources agricoles de l'île, permettant de satisfaire les besoins d'un nombre accru d'habitants, est le principal problème qui se pose dans l'île. Pour aider la population à remettre en état les cultures alimentaires, l'Administration a recruté un agronome américain de plus.
10. La Mission de visite a signalé qu'on pouvait considérer que les habitants d'Uterik menaient une vie normale. Depuis leur retour, plusieurs enquêtes complètes avaient été effectuées en vue de déterminer s'ils disposaient de tout ce qui leur fallait en matière d'écoles, de soins médicaux et d'agriculture, et les améliorations recommandées à la suite de ces enquêtes avaient été réalisées.
11. La situation des habitants de Rongelap, à la différence de celle des habitants d'Uterik, semblait constituer encore, aux yeux de la Mission, un problème important. Ils se plaignaient que, par suite des radiations, le poisson du lagon était vénéneux et causait des maladies parmi ceux qui en mangeaient et que certains des cocotiers de l'atoll étaient morts. La Mission a noté que seuls les crabes des cocotiers avaient été trouvés impropres à la consommation parce que radioactifs. Certains des poissons pêchés à proximité des récifs étaient vénéneux, mais cela n'était pas dû aux radiations : ces poissons l'étaient, aux îles Marshall et ailleurs, bien avant que les expériences nucléaires et thermonucléaires aient eu lieu. On avait fait une étude préliminaire pour déterminer ce qui rendait certains poissons vénéneux, et l'on se proposait de suivre la question.
12. Sur la foi des renseignements fournis par l'Administration, la Mission a conclu que les habitants de Rongelap étaient, à l'heure actuelle, entièrement remis des effets physiques immédiats de l'exposition aux radiations et que l'aide matérielle fournie par l'Administration pour leur réadaptation était adéquate et satisfaisait entièrement à leurs besoins. Toutefois, la Mission a exprimé l'avis que leurs difficultés psychologiques et morales, dues aux craintes et appréhensions qu'ils continuent à éprouver au sujet de leur santé, constituaient un problème qui devait

retenir immédiatement l'attention, si l'on voulait que cette population reprenne une vie active entièrement normale. Sans pouvoir porter de jugement sur les avis des savants, la Mission s'est déclarée persuadée que l'Autorité administrante n'aurait pas rapatrié les habitants de Rongelap si elle n'avait pas été convaincue que la vie dans cette île ne présentait plus de danger. D'un autre côté, la Mission a estimé que la longue période d'inactivité à laquelle les habitants de l'île avaient été condamnés pendant qu'ils étaient évacués avait fait naître dans leur esprit des doutes sur leur aptitude à reprendre une vie normale. Ces doutes avaient peut-être été renforcés encore par les visites annuelles que des groupes de savants faisaient dans l'île, visites qui ne seraient pas nécessaires, pensait la population, si elle était vraiment en bonne santé et ne courait aucun danger. Se rendant pleinement compte du problème très sérieux auquel les habitants de Rongelap ont à faire face pour se réadapter et reconnaissant que l'Administration en a pleinement conscience, la Mission a recommandé que l'Administration fournisse aux habitants de Rongelap, en coopération avec les autres services de l'Autorité administrante, toute l'assistance en son pouvoir pour leur permettre de venir à bout de leurs difficultés présentes. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil qu'une subvention alimentaire était actuellement accordée aux habitants de Rongelap et continuerait à l'être sur une base proportionnelle réduite jusqu'à la fin de l'exercice financier 1961, date à laquelle on comptait que la population de Rongelap tirerait de nouveau de son île de quoi subvenir à ses propres besoins. Il a donné au Conseil l'assurance que l'Administration continuerait à travailler en contact étroit avec les habitants de Rongelap, pour les aider à se réadapter de façon satisfaisante à la vie sur leur atoll.

13. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil a appris avec satisfaction que, de l'avis de la Mission de visite, on pouvait considérer que les habitants d'Uterik menaient une vie normale. Il note également que pour ceux de Rongelap, il s'agit surtout maintenant d'un problème d'ordre psychologique, et exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à déployer tous ses efforts pour les aider à surmonter leurs inquiétudes actuelles, et à retrouver eux aussi une vie normale le plus tôt possible.

/...

Régions affectées par les récents typhons

14. Au sujet des trois typhons qui ont ravagé certaines parties du Territoire en novembre 1957, en janvier et en juin 1958, le Conseil avait, à sa vingt-deuxième session, déploré les pertes en vies humaines causées dans les îles Marshall et il avait exprimé sa sympathie aux populations victimes de ces calamités. Il avait également noté avec satisfaction que des mesures généreuses avaient été prises rapidement en vue de porter secours aux régions sinistrées et d'en assurer le relèvement.

15. L'Autorité administrante a signalé dans son rapport que les cocoteraies des atolls de Namorik et de Jaluit, qui produisaient auparavant 20 pour 100 du coprah des îles Marshall, ont été complètement dévastées et qu'il faudrait de huit à dix ans pour que les nouvelles plantations commencent à produire assez pour qu'on puisse tirer un bénéfice du coprah.

16. Les programmes de relèvement élaborés pour chacune des zones sinistrées prévoient les mesures suivantes : a) envoi de denrées alimentaires destinées à couvrir tous les besoins alimentaires ou une partie seulement, selon qu'il s'agit de zones complètement ou partiellement dévastées; b) envoi de matériel de pêche et de matériaux pour la construction de cases, de citernes, de hangars pour les pirogues et de bateaux; c) fourniture de noix de coco de semence, de plants d'arbres à pain, de boutures et de semences de cultures de subsistance, et d) recrutement de nouveaux agronomes, tant américains que micronésiens.

17. La Mission de visite a relevé que les secours que l'Administration a apportés à la population immédiatement après les typhons et le programme à long terme de relèvement qu'elle a ensuite entrepris dans les régions sinistrées avaient rencontré l'approbation générale et fait l'objet de grands éloges de la part des autochtones dans tout le Territoire. La Mission a estimé que les progrès rapides de la reconstruction des zones dévastées du Territoire étaient dus, dans une large mesure, à l'esprit de décision du Haut-Commissaire et de ses collaborateurs qui, non seulement aidaient les habitants des îles à retrouver une vie normale, mais les aidaient en même temps à jeter les bases d'une existence meilleure. La Mission a également fait observer que la phase initiale du programme de relèvement serait suivie d'une période d'attente plus longue et plus difficile, avant que les efforts

actuellement déployés puissent porter leurs fruits. Cette période exigerait peut-être plus de patience encore de la part de la population et il faudrait alors que l'Administration se penche avec encore plus de compréhension sur les problèmes des habitants. La Mission ne doutait pas que ces deux conditions seraient remplies.

18. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil exprime à nouveau sa sympathie à la population des zones frappées par de récents typhons et félicite l'Autorité administrante des mesures généreuses et efficaces qu'elle a prises pour porter secours aux régions sinistrées et en assurer le relèvement économique. Il exprime l'espoir que la population du Territoire et l'Autorité administrante parviendront à surmonter ensemble les difficultés que causent ces typhons.

Observations des membres du Conseil de tutelle
ne représentant que leurs propres opinions

Considérations générales

19. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, estimant que des projections démographiques plus précises étaient indispensables pour préparer un plan général mettant en oeuvre les possibilités à long terme du Territoire, a accueilli avec satisfaction la déclaration du Représentant spécial annonçant qu'on pourrait bientôt disposer de ces données.

20. Le représentant de l'Australie a exprimé l'avis qu'il pourrait être nécessaire, étant donné l'éloignement et l'exiguïté des communautés des plus petites îles, de favoriser l'émigration de leurs membres vers des îles plus grandes. D'ici dix à vingt ans, de nombreux Micronésiens chercheraient à s'établir et à travailler en dehors du Territoire; cette possibilité d'un transfert volontaire retiendrait certainement l'attention de l'Autorité administrante.

21. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le particularisme des îles du Pacifique n'avait pas empêché les Nations Unies de placer la Micronésie sous le régime international de tutelle et d'étendre à ce Territoire les dispositions pertinentes de la Charte. Les Etats-Unis, qui avaient signé l'Accord de tutelle, s'étaient engagés à favoriser le progrès politique,

économique, social et culturel de la population ainsi que son évolution vers l'indépendance. Cependant, méconnaissant les objectifs du régime de tutelle, les rapports de l'Autorité administrante ne faisaient pas mention de l'accession de la population autochtone à l'indépendance. Cette omission pouvait difficilement être involontaire et elle prouvait que les Etats-Unis n'avaient pas la moindre intention de se conformer aux dispositions de la résolution 1274 (XIII) de l'Assemblée générale et de fixer une date précise pour l'accession à l'indépendance. En fait, la politique des Etats-Unis était déterminée non pas par le souci d'améliorer le sort des autochtones, " mais surtout par des considérations stratégiques et militaires. Ceci expliquait certains faits qui semblaient à première vue n'avoir pas de rapport entre eux, tels que la transformation du Territoire sous tutelle en base militaire et en zone d'essais atomiques, l'installation à Guam, en dehors du Territoire sous tutelle, du siège de l'Administration dont l'accès était interdit à tout autochtone non muni d'une autorisation spéciale, la répartition des responsabilités administratives pour le Territoire entre le Département de la marine et le Département de l'intérieur, et la construction de routes dans les cas seulement où elles répondaient à un besoin militaire.

Transferts de populations en raison d'expériences nucléaires

22. Le représentant de la Birmanie a suggéré qu'une équipe de psychologues et de psychiatres parfaitement qualifiés, qui mèneraient leur tâche indépendamment des équipes médicales et scientifiques envoyées par la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis, se rende dans le Territoire et que ses conclusions soient communiquées au Conseil à sa prochaine session.

23. Le représentant de l'Inde a noté avec satisfaction que le Territoire ne ferait plus l'objet d'essais nucléaires et il a exprimé l'espoir que le Conseil n'aurait plus l'occasion à l'avenir de discuter de cette question.

24. Le représentant de la République arabe unie, tout en prenant note avec satisfaction des mesures louables prises par l'Autorité administrante pour venir en aide aux habitants transférés, a relevé les difficultés qu'ils avaient à se réadapter. Seule une assurance ferme et sans équivoque que leur région ne présentait plus aucun danger pour les habitants pourrait rendre pleinement confiance à la

population de Rongelap. Il a insisté auprès de l'Autorité administrante pour qu'elle mette fin aux expériences nucléaires dans le Territoire sous tutelle.

25. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, de 1946 à 1958, aucune autre région n'avait été soumise à d'aussi nombreuses expériences nucléaires importantes que celles qui avaient eu lieu dans les îles du Pacifique. Il a estimé qu'il était illégal de la part de l'Autorité administrante de se servir d'un Territoire sous tutelle comme terrain d'essai pour les armes nucléaires. Les essais nucléaires étaient dangereux non seulement pour les habitants de Rongelap et d'Uterik, mais également pour la population vivant à plusieurs centaines de milles du lieu des explosions. Il a ajouté que, bien que l'Autorité administrante eût affirmé que Rongelap n'était plus dangereux du point de vue des radiations, l'état de santé des habitants de l'atoll donnait cependant de graves inquiétudes. Le représentant de l'Union soviétique a donc suggéré d'inviter l'Autorité administrante à transmettre au Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des radiations ionisantes des données relatives aux radiations à Rongelap. Le Comité se prononcerait alors sur le fait de savoir si Rongelap présentait encore des dangers pour la vie humaine ou non. Le représentant de l'Union soviétique a en outre suggéré au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux essais nucléaires dans le Territoire sous tutelle.

26. Le représentant de l'Union soviétique a souligné que le cas des habitants de Rongelap et de Bikini montrait bien que les souffrances et les difficultés provoquées par les expériences nucléaires n'étaient pas terminées, ainsi que l'avait d'ailleurs signalé la Mission de visite de 1959. Il a noté que c'était la deuxième fois qu'une Mission de visite des Nations Unies s'était vu refuser l'autorisation de se rendre dans l'île de Kili et que le rapport de la Mission de visite sur la situation dans l'île ne pouvait donc lui donner satisfaction. Dès lors que les habitants ne pouvaient retourner dans leurs atolls, l'Autorité administrante devait pour le moins donner satisfaction à toutes les revendications présentées au titre des dommages subis. Les accords relatifs à l'aliénation des îles d'Eniwetok et de Bikini n'avaient été qu'un prétexte pour s'emparer arbitrairement des terres appartenant à la population indigène et étaient contraires à l'Accord de tutelle et aux règles du droit international. Ils étaient donc nuls et ne pouvaient être

considérés comme ayant force de loi. L'Autorité administrante devrait s'engager à s'abstenir de procéder à de nouvelles expériences tant que l'on ne serait pas parvenu à un accord général sur la cessation de toutes les expériences atomiques.

Régions affectées par les récents typhons

27. Le représentant d'Haïti a exprimé l'avis que l'on pourrait envisager un système de détection des typhons et d'alerte plus efficace, qui permettrait d'éviter la perte de nombreuses vies humaines.

28. Le représentant de l'Australie a estimé, comme le représentant d'Haïti, qu'un système plus efficace de prévisions météorologiques pourrait être mis en place afin de détecter les typhons et d'alerter la population

II. PROGRES POLITIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Création d'organes représentatifs, exécutifs, législatifs, et extension de leurs pouvoirs

29. Pendant l'année considérée, aucun changement important n'est intervenu dans la structure administrative du Territoire sous tutelle ni dans la politique de l'Autorité administrante en ce qui concerne l'acheminement du Territoire à l'autonomie. A l'échelon local, les municipalités, qui ont des pouvoirs réglementaires à l'intérieur de leur ressort, ont continué à constituer les éléments principaux d'autoadministration. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait pris note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle le programme systématique d'octroi de chartes aux municipalités du Territoire avait suscité un intérêt considérable dans toutes les collectivités avec lesquelles ces chartes ont fait l'objet d'entretiens. Il avait noté également que le nombre des municipalités dotées d'une charte au cours de la période considérée avait été moins grand qu'il n'avait été prévu, du fait que certaines collectivités locales avaient voulu entreprendre des programmes d'éducation politique avant de demander l'octroi d'une charte à l'Administration. L'Autorité administrante a fait savoir dans son dernier rapport qu'elle compte que dix municipalités au minimum recevront une charte chaque année au cours des cinq prochaines années, à l'issue desquelles la plupart des municipalités importantes du Territoire se trouveront ainsi dotées d'une charte. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que depuis le mois de juillet 1958, vingt nouvelles municipalités avaient reçu une charte, ce qui portait à trente-deux le nombre des municipalités auxquelles une charte avait été officiellement octroyée.

30. La Mission de visite de 1959 a pris note des répercussions considérables qu'avait l'éducation sur le développement politique dans tout le Territoire, mais elle a déclaré qu'elle n'entendait cependant pas sous-estimer la force des traditions, dont l'influence continuait à s'exercer bien qu'elle soit allée en s'atténuant sous l'effet des idées nouvelles. La Mission a signalé qu'une campagne électorale, organisée pour la première fois à Ponapé, avait été accueillie avec

enthousiasme par la population et qu'on comptait que la même procédure serait suivie assez prochainement dans d'autres municipalités. La Mission a suggéré que, dans tous les districts, les équipes d'éducateurs politiques entreprennent d'instruire la population des avantages que présente une campagne électorale active menée par les candidats à des fonctions publiques.

31. Chacun des districts a un ou plusieurs organes politiques consultatifs ayant compétence dans une partie ou dans la totalité du district. Pendant la période considérée, la quasi-totalité des congrès, conseils et autres organes analogues de district se sont vu octroyer des chartes par le Haut-Commissaire en vertu du code modifié du Territoire sous tutelle, qui leur permet de prendre des arrêtés qui entrent en vigueur après avoir reçu l'approbation du Haut-Commissaire. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait félicité l'Autorité administrante de la manière dont elle avait poursuivi sa politique tendant à créer dans le Territoire des organes politiques effectifs d'administration autonome. Le Conseil s'était également déclaré heureux de constater qu'en raison du succès de la Conférence interdistricts des dirigeants micronésiens qui avait eu lieu en 1957, il avait été décidé d'organiser dorénavant des conférences du même genre tous les ans. Il s'était félicité en outre de la création, à Truk, d'un congrès unicaméral de district et des mesures que l'on était en train de prendre pour transformer les organes législatifs bicaméraux de district en organes législatifs unicaméraux dont tous les membres seraient élus. La Mission de visite a noté que des progrès considérables avaient été faits, à l'échelon des districts, dans la création d'organes autonomes d'administration. Après les districts des Palaos et de Truk, ceux de Ponapé et des îles Marshall avaient maintenant reçu leur charte, avec une constitution. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a indiqué que le Congrès unicaméral des îles Marshall se composait de 80 pour 100 de représentants élus et de 20 pour 100 de chefs héréditaires. A Yap, le Congrès de l'île avait aussi reçu une charte, qui lui avait été présentée par la Mission de visite.

32. En ce qui concerne les congrès ayant pour ressort tout un district, l'un des événements marquants avait été l'octroi d'une charte au nouveau Congrès de district de Ponapé. Ce Congrès avait tenu sa première session en septembre 1958. Il avait la particularité de posséder un comité législatif qui disposait d'un secrétaire permanent.

33. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction les progrès réalisés dans le cadre du programme systématique d'octroi de chartes à toutes les municipalités du Territoire et félicite l'Autorité administrante d'avoir créé des congrès unicaméraux dans l'île de Yap, à Ponapé et dans les îles Marshall au cours de l'année considérée.

Le Conseil note avec intérêt que la création de ces institutions dans diverses régions fait suite à de vastes programmes d'éducation politique des habitants de ces régions. Il estime que ces institutions peuvent elles-mêmes jouer un rôle important en enseignant à la population les méthodes politiques démocratiques, tout en favorisant sa participation à la vie politique et à l'administration du Territoire, et il exprime l'espoir que beaucoup d'autres institutions de ce genre seront créées prochainement et que leur champ d'activité et leurs pouvoirs seront suffisamment étendus pour assurer une participation plus entière de la population à la gestion de ses affaires.

Consultation des habitants au sujet des mesures prises ou envisagées en vue de l'autonomie

34. Comme il a été indiqué dans les rapports précédents, les consultations à l'échelon territorial ont consisté exclusivement jusqu'ici à organiser des conférences interdistricts de représentants élus des organes d'administration locale pour des échanges de vues et de renseignements sur les problèmes communs. Depuis 1957, ces conférences ont été organisées annuellement et l'on y voit la préfiguration de l'organe politique central qui sera créé dans l'avenir.

35. La Mission de visite a indiqué que si, dans la population, les indices d'une conscience nationale étaient encore peu nombreux, elle avait néanmoins constaté que certains obstacles qui s'opposaient à son apparition étaient progressivement éliminés. L'Ecole centrale des îles du Pacifique, en particulier, donnait à des jeunes gens de tous les districts du Territoire l'occasion de se rencontrer, et, quelle que soit la diversité des langues maternelles, leur connaissance commune de l'anglais leur permettait d'échanger des vues sur les problèmes communs à tout le Territoire et d'acquérir un sentiment de solidarité. La Mission a estimé également que les conférences qui réunissent tous les ans à Guam, depuis 1956, des notabilités

de tous les districts du Territoire avaient contribué à mieux faire comprendre les problèmes communs et à faire naître entre les Micronésiens le sentiment d'une communauté d'intérêts. La Mission a estimé que la création d'un comité consultatif interdistricts constituait un pas important dans l'évolution du Territoire vers l'unité politique, mais elle a souligné, en même temps, que l'Administration aussi bien que les dirigeants micronésiens se rendaient parfaitement compte des difficultés considérables qu'il restait à surmonter avant que l'on puisse créer un organe central d'administration autonome réellement représentatif. La Mission était persuadée que les efforts continuels que faisait l'Administration pour promouvoir la cohésion du Territoire par l'instruction et par une plus grande participation de la population à la direction de ses affaires finiraient par donner les résultats désirés. Pour accélérer cette évolution, la Mission a suggéré que l'on s'efforce de donner à un plus grand nombre de Micronésiens des postes dans les districts autres que leur district d'origine et elle a recommandé que l'Administration envisage d'employer un certain nombre de Micronésiens au siège central de l'Administration du Territoire sous tutelle.

36. La Mission a également rappelé que la Mission précédente avait recommandé que soit publié un manuel scolaire donnant, dans un vocabulaire simple, des renseignements sur la géographie, l'histoire et les caractéristiques propres du Territoire et de sa population. Ce manuel devait en outre expliquer quels étaient les liens entre la Micronésie et le monde moderne, en insistant sur sa situation de Territoire sous tutelle et sur ce qu'étaient les conditions politiques, économiques et sociales du Territoire. Etant donné le rôle qu'un tel ouvrage pouvait jouer dans la création d'une conscience nationale dans le Territoire, la Mission a recommandé que la question soit revue le plus tôt possible par l'Administration. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a donné au Conseil l'assurance que l'Administration se proposait de préparer ce manuel dans le plus bref délai possible et qu'il avait chargé un spécialiste de s'en occuper. Il a ajouté que la question des fonds nécessaires ne présentait plus de difficultés.

37. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil se déclare satisfait de la façon harmonieuse dont fonctionne le Comité consultatif interdistricts auprès du Haut-Commissaire et exprime l'espoir

qu'il sera transformé un jour en un organe législatif élu. Il considère que les travaux de ce Comité, l'unification des divers règlements électoraux et les mesures pour uniformiser la législation fiscale sont propres à encourager la formation d'une conscience nationale dans le Territoire. A cet égard, il a appris avec satisfaction qu'un manuel élémentaire décrivant le Territoire et ses rapports avec l'étranger, conformément aux recommandations de la Mission de visite de 1956, sera rédigé à l'intention des écoles du Territoire.

Administration du Territoire

38. L'organisation et la structure de l'administration du Territoire sont restées inchangées en 1958. A sa vingt-deuxième session, le Conseil, sans ignorer que les dispositions administratives existantes limitaient pour le proche avenir les possibilités de centralisation administrative, a exprimé néanmoins l'espoir que l'Autorité administrante continuerait à étudier la possibilité de transférer le siège de l'Administration, qui est actuellement à Guam, en un endroit situé dans le Territoire, et de placer tout le Territoire sous une autorité civile unique. L'Autorité administrante a fait savoir depuis, dans son rapport, qu'elle continuait à étudier la question de la centralisation de tous les services administratifs et des services relatifs aux programmes, mais estimait que le fait de grouper sur les lieux d'exécution les services relatifs à des programmes déterminés présentait certains avantages. Cependant, au cours de l'année, le siège du Département de l'enseignement avait été transféré auprès du Haut-Commissariat. Tous les chefs de services des districts faisaient de fréquents voyages dans tout le Territoire et passaient une partie appréciable de leur temps au Haut-Commissariat, à Guam, où ils coordonnaient leurs activités. Ces dispositions étaient considérées comme donnant complète satisfaction. Quant à la recommandation du Conseil touchant le transfert du Haut-Commissariat en un point du Territoire, l'Autorité administrante l'avait de nouveau étudiée attentivement. Cependant, l'insuffisance des moyens de transport et de communications à l'intérieur des districts continuait à constituer l'obstacle principal à ce transfert, de sorte que l'Autorité administrante ne pouvait pas envisager pour un proche avenir le transfert du siège central du Territoire dans l'un des districts.

39. La Mission de visite a été informée par le Haut-Commissaire que l'endroit du Territoire qui conviendrait le mieux comme siège central de l'administration serait l'île de Dublon, dans le district de Truk. Cependant, il faudrait plus de 3 millions de dollars pour y transférer le siège et y construire toutes les installations nécessaires. D'ailleurs, même après l'achèvement des travaux, l'endroit ne serait pas aussi commode que le siège actuel de Guam. La Mission a recommandé que l'on poursuive l'étude de la question et que l'Administration profite des réunions annuelles du Comité consultatif interdistricts auprès du Haut-Commissaire pour discuter de la question.

40. Une question qui a beaucoup retenu l'attention de la Mission a été celle du maintien de la division de l'administration du Territoire entre les autorités civiles et navales du Gouvernement des Etats-Unis. Comme la Mission précédente, la Mission s'est vu de nouveau demander par la population de Rota de faire en sorte qu'on envisage de réunir toutes les populations des Mariannes. La Mission a eu l'impression que les habitants de Rota, tout en continuant à discuter entre eux des divers aspects de la question, et notamment des liens futurs entre Rota, Guam et Saïpan, semblaient être généralement d'accord pour souhaiter l'unification de toute la région, qui permettrait aux habitants de voyager librement dans tout l'archipel des Mariannes à des fins d'études ou de commerce, ou pour rendre visite à des parents ou amis. La Mission de visite a signalé que, bien que cette question préoccupe les habitants de Rota, elle n'avait pas été invoquée par la population de Saïpan. Le Haut-Commissaire a dit à la Mission que l'idée de placer l'ensemble du Territoire sous l'autorité civile du Haut-Commissaire ou de réunir Rota et Saïpan sous une même administration avait longuement retenu l'attention des autorités. C'était là, cependant, une question pour laquelle il fallait une décision des Ministères de l'intérieur et de la défense des Etats-Unis. Jusque-là, ces deux ministères n'avaient considéré ni nécessaire ni souhaitable de modifier le statut actuel des deux districts. La Mission de visite a été informée en outre que, si la population de Rota exprimait un jour de façon nette le désir d'être rattachée à Guam, le Haut-Commissaire examinerait cette requête avec la plus grande attention.

41. La Mission a reconnu, comme la Mission précédente, qu'elle ne possédait ni les renseignements ni la compétence voulus pour juger les dispositions existantes, qui découlent de considérations d'ordre stratégique et de sécurité. Néanmoins, elle a

estimé que la division artificielle actuelle de la région en deux districts, celui de Rota et celui de Saïpan, ne pouvait être palliée par une simple coordination administrative des politiques suivies par les autorités civiles et les autorités navales. Bien que les différences existantes ne portent pas nécessairement préjudice aux intérêts de la population, elles reflétaient néanmoins une tendance qui n'était pas favorable à l'unification politique et administrative qu'il était souhaitable de réaliser dans le Territoire. La Mission a suggéré par conséquent que l'Autorité administrante étudie d'urgence la possibilité de réunir les districts de Rota et de Saïpan en une seule et même circonscription administrative et de placer toute la zone des Mariannes du Nord sous la même autorité civile que le reste du Territoire.

42. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil exprime à nouveau l'espoir qu'il avait formulé à sa vingt-deuxième session, à savoir que l'Autorité administrante continue à étudier la possibilité de placer tout le Territoire sous une autorité civile unique et de transférer le siège de l'Administration, qui est actuellement à Guam, en un endroit situé dans le Territoire. Il exprime aussi l'espoir que ce transfert se fera dans des conditions compatibles avec les intérêts et les désirs de la population du Territoire.

Institution du suffrage universel des adultes et d'élections directes

43. En l'absence d'une législation du Territoire sur les élections, chaque district ou municipalité peut édicter sa propre réglementation électorale. Dans tous les districts à l'exception d'un seul, les électeurs doivent avoir 18 ans révolus et résider dans la municipalité où ils votent. Les autres conditions auxquelles est accordé le droit de vote varient de district à district et selon les fonctions dont il s'agit. Il n'existe aucune disposition légale constituant une discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue ou la religion. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait noté que l'âge requis pour pouvoir voter dans le district des Palaos avait été ramené de 26 à 21 ans et il avait exprimé l'espoir que les congrès de district comprendraient les avantages que présenterait une règle uniforme concernant l'âge requis des électeurs.

44. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil constate que, dans le district de Palaos, l'âge requis pour pouvoir voter est toujours de vingt et un ans, alors qu'il est de dix-huit ans dans les autres districts.

Le Conseil estime qu'il y aurait intérêt à uniformiser dans les diverses régions du Territoire les conditions requises pour être électeur et, en conséquence, il exprime l'espoir que l'Autorité administrante, en coopération avec les autorités autochtones intéressées, prendra les mesures nécessaires pour assurer cette uniformité.

Personnel administratif : formation et accès des autochtones à des postes administratifs supérieurs

45. La politique de l'Autorité administrante en matière d'emploi, de recrutement et de formation du personnel administratif autochtone a été décrite dans le précédent rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité^{1/}. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait pris note avec satisfaction des progrès réalisés par l'Autorité administrante dans sa politique qui consiste à nommer un nombre de plus en plus grand de Micronésiens, convenablement formés, à des postes administratifs comportant des responsabilités. Au cours de l'année considérée, l'Autorité administrante a continué à appliquer son programme de nomination de Micronésiens à des postes importants. Elle a indiqué, dans son rapport, que le nombre de postes administratifs est passé de 317 à 280 et que le travail qui incombait précédemment aux titulaires des postes supprimés a été dans une large mesure confié à des Micronésiens. On a remplacé directement les fonctionnaires par des Micronésiens chaque fois que l'on disposait de candidats micronésiens qualifiés, et l'on a réparti certaines tâches entre des Micronésiens placés sous la direction générale d'un non-autochtone. On comptait qu'en 1963 tous les directeurs des services de district de la santé publique seraient micronésiens, que dans huit ans chaque district aurait à sa tête un directeur de l'enseignement micronésien et qu'en 1961 un Micronésien pleinement qualifié dirigerait, dans chaque district, la mise en oeuvre du programme agricole.

^{1/} S/4076, par. 53 et 54.

46. La Mission a noté que le rattachement des citoyens américains employés par l'Administration aux cadres administratifs des Etats-Unis a beaucoup amélioré la situation du personnel. Le taux moyen de remplacement du personnel, qui avait été de 40 pour 100 par an au cours de la période de trois ans antérieure à ce changement, est tombé à 25 pour 100 en 1958. La Mission a été impressionnée par le bon travail que font, d'une manière générale, les fonctionnaires de l'Administration et par le dévouement avec lequel ils se consacrent au bien-être de la population du Territoire. Elle a également été heureuse de constater qu'afin de rapprocher encore le personnel de l'Administration et la population, les autorités du district des îles Marshall faisaient apprendre le dialecte de ces îles aux fonctionnaires américains. Elle a exprimé l'espoir que cette initiative louable serait couronnée de succès et servirait d'exemple pour les autres districts du Territoire.

47. La Mission a indiqué que la réduction progressive du nombre d'Américains au service de l'Administration, qui étaient moins de 250 en 1959, avait été accompagnée par un accroissement correspondant du nombre des Micronésiens. Avant le milieu de l'année en cours, le médecin américain qui dirigeait le service de la santé publique dans le district de Yap serait, pensait-on, remplacé par un directeur micronésien. Dans six des sept districts, les programmes de santé publique se trouveraient ainsi placés sous la direction d'un Micronésien. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que depuis le 1er juillet 1958, des Micronésiens avaient pris les postes de Directeurs des services de santé dans trois nouveaux districts, à Palaos, Truk et Rota, et que vers la fin du mois de janvier 1959, dans tous les districts autres que Saïpan, les Directeurs des services de santé seraient des Micronésiens. En outre, un Micronésien a été nommé adjoint administratif aux juges de la Haute Cour. On compte aussi que deux assistants d'administrateurs de district seront remplacés par des Micronésiens en 1964.

48. La Mission a indiqué qu'elle avait eu fréquemment l'occasion de se rendre compte du bon travail que faisait le personnel micronésien, mais elle avait remarqué que, dans les districts, le personnel micronésien semblait généralement concentré dans l'île où se trouvait le chef-lieu et que très peu de Micronésiens

qualifiés étaient en poste dans les autres îles. La Mission a estimé qu'il conviendrait de procéder à une décentralisation progressive des services des chefs-lieux de districts et d'augmenter l'effectif des fonctionnaires en poste dans les diverses îles, où l'on avait de plus en plus besoin des services de fonctionnaires micronésiens et américains qualifiés. Notant que, dans le domaine des travaux publics et, à un moindre degré, des services agricoles, peu de Micronésiens possèdent encore les compétences ou l'expérience qui leur permettraient de remplacer le personnel américain, la Mission a estimé qu'il était urgent de développer davantage la formation technique des Micronésiens. A la vingt-quatrième session, le Conseil a été informé qu'on se proposait d'accorder une attention accrue à la formation technique dans les programmes de formation en cours d'emploi; l'ouverture de l'Ecole centrale des îles du Pacifique, à Ponapé, mettra à la disposition des étudiants un programme complet de formation professionnelle.

49. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante des mesures qu'elle a prises pour former des Micronésiens aux fonctions administratives et se déclare convaincu qu'elle donnera toute assistance aux Micronésiens capables de suivre avec fruit une formation menant aux postes administratifs supérieurs. Il fait sienne la recommandation de la Mission de visite proposant de nommer un nombre plus élevé de Micronésiens qualifiés à des postes permanents hors des sièges de districts, et espère que cette méthode permettra de constituer une administration micronésienne pour l'ensemble du Territoire.

Observations des membres du Conseil de tutelle
ne représentant que leurs propres opinions

Développement des organes représentatifs, exécutifs et législatifs, et extension de leurs pouvoirs

50. Le représentant de la Belgique a félicité l'Autorité administrante des progrès constants qui avaient été accomplis dans le domaine des institutions démocratiques locales. Il a suggéré qu'il serait utile de mener de pair le développement de ces institutions locales et la mise en oeuvre de programmes de développement communautaire.

51. Le représentant de la Birmanie a dit que le moment était venu d'envisager la promulgation d'une loi organique pour l'ensemble du Territoire. Il a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle avait faits pour encourager les Micronésiens à participer davantage à la gestion de leurs propres affaires à l'échelon du district et il a été heureux d'apprendre que le Haut-Commissaire s'efforçait constamment de consulter les chefs de districts sur toutes les questions touchant aux problèmes territoriaux.

52. Le représentant de la République arabe unie a estimé que le progrès politique avait été lent et que la création d'institutions politiques plus modernes, le développement d'une conscience politique nationale et une campagne intensive dans le domaine de l'éducation seraient des mesures qui permettraient d'avancer dans la bonne voie. Il a exprimé l'avis que l'Autorité administrante devrait multiplier ses efforts dans le domaine de l'éducation politique des Micronésiens et utiliser à cet effet les services des Micronésiens évolués ou d'experts des Etats-Unis ou d'autres pays.

53. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'il n'y avait eu aucun changement politique important pendant l'année considérée et que l'Autorité administrante n'avait encore aucun plan concret pour la création d'organes législatifs et exécutifs de caractère représentatif. Il avait l'impression que l'Autorité administrante n'envisageait d'accorder à l'avenir aucun pouvoir législatif à la population. Il a noté que, sur sept districts, cinq seulement avaient un congrès établi par une charte et que, sur 117 municipalités, 29 seulement avaient reçu officiellement une charte municipale. En outre, l'octroi d'une charte ne conférait aucun pouvoir réel, ni aucune autonomie aux organes de gouvernement local. De plus, aucun organe local ne pouvait prendre une décision, fût-elle mineure, sans l'approbation des administrateurs de district ou du Haut-Commissaire, qui avaient également le pouvoir discrétionnaire d'annuler cette décision.

54. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, lorsqu'en 1965 le Comité consultatif interdistricts se transformerait en conseil consultatif, il ne ferait que changer de nom et n'aurait pas plus de pouvoirs législatifs qu'auparavant.

55. Le représentant de la France a fait observer que, dans la situation géographique et culturelle particulière du Territoire, le progrès politique ne pouvait être que lent et fragmentaire.

56. Le représentant de l'Australie a signalé que l'octroi d'une charte à une municipalité n'était pas une simple formalité, mais constituait l'aboutissement de tout un processus d'éducation politique.

57. Le représentant de la Chine a déclaré que la dispersion géographique des îles du Pacifique, ainsi que les cultures et les dialectes très divers des habitants, constituaient un grave obstacle au développement du Territoire en tant qu'unité politique. Il a noté que des progrès remarquables avaient été faits concernant l'autonomie à l'échelon du district. A ce propos, il a estimé que la création de nouvelles législatures de district, à Ponapé et dans les îles Marshall, témoignait des progrès de la représentation populaire. Il a également indiqué qu'il convenait de féliciter l'Autorité administrante et la population elle-même des excellents résultats des programmes intensifs d'éducation politique. Il a exprimé l'espoir que le Comité consultatif interdistricts pourrait étendre son action à des domaines tels que la planification économique.

Consultation des habitants au sujet des mesures prises ou envisagées pour l'accession à l'autonomie

58. Selon le représentant du Royaume-Uni, un excellent moyen de développer une conscience territoriale serait de créer une fonction publique micronésienne pour l'ensemble du Territoire.

59. Le représentant de l'Inde a insisté sur la nécessité de renforcer et d'accroître, dans toute la mesure du possible, les pouvoirs du Comité consultatif interdistricts et il a exprimé l'espoir qu'à l'avenir le Conseil se réunirait plus souvent et plus longuement.

60. Le représentant du Paraguay a dit qu'il espérait qu'avec le temps les membres du Comité consultatif interdistricts seraient élus au suffrage direct et qu'ils examineraient des problèmes ayant trait à l'ensemble du Territoire. Il a exprimé l'espoir que, le moment venu, la population du Territoire prendrait pleinement conscience de son unité et de sa communauté de destin.

61. Le représentant d'Haïti a dit qu'il considérait le Comité consultatif inter-districts comme un premier pas vers la création d'un organe de gouvernement autonome à l'échelon du Territoire, mais qu'il faudrait du temps avant que des efforts tenaces en ce sens aboutissent.

Administration du Territoire

62. Le représentant du Royaume-Uni, notant, ainsi que l'avait fait observer le Représentant spécial, qu'on ne pouvait exclure la possibilité qu'à l'avenir les Micronésiens ne préfèrent voir le siège rester à Guam, a approuvé l'opinion de la Mission de visite selon laquelle tout transfert du siège ne devrait avoir d'autre objet que l'intérêt de la population micronésienne.

63. Le représentant de l'Inde a appuyé la suggestion de la Mission de visite tendant à réunir les districts de Rota et de Saïpan en une seule et même circonscription administrative et à placer toute la zone des Mariannes du Nord sous la même autorité civile que le reste du Territoire sous tutelle. A cet égard, il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante apporterait des suggestions constructives à la prochaine session du Conseil. En ce qui concerne la question de l'emplacement du siège de l'Administration du Territoire, il a été heureux de noter que cette question serait examinée par le Conseil consultatif à sa prochaine session.

64. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que le Conseil consultatif inter-districts pourrait trouver une solution au problème de l'installation du siège de l'Administration du Territoire à l'intérieur même de celui-ci. Il a recommandé que les services compétents du Gouvernement des Etats-Unis envisagent sans délai les recommandations de la Mission de visite de 1959 au sujet de l'unification du Territoire sous une seule administration et a exprimé l'espoir que le Conseil serait informé à la session suivante de l'adoption d'une décision à cet égard.

65. Le représentant de la Birmanie a estimé que l'argument de l'Autorité administrante selon lequel il fallait préserver et cultiver le sens de leurs responsabilités chez les Micronésiens serait beaucoup plus convaincant si les autorités américaines étaient disposées à transférer le siège de l'Administration du Territoire de Guam en un lieu du Territoire où les Micronésiens pourraient librement mettre en place leurs propres institutions administratives et politiques.

66. Le représentant de la République arabe unie a exprimé l'avis que l'Autorité administrante devrait effectuer des études et ouvrir des crédits en vue de la création d'une capitale dans le Territoire sous tutelle même et il a exprimé l'espoir que le Conseil serait saisi d'un rapport à ce sujet à la session suivante.

67. La représentant de la République arabe unie a déclaré que le fait de maintenir les îles Mariannes sous l'administration du Haut-Commissaire et de la Marine n'avait pas donné des résultats entièrement satisfaisants et il a ajouté qu'il espérait que le Territoire serait placé sous une administration unique dans un avenir proche. Il a manifesté une certaine inquiétude devant les résolutions de l'Assemblée de Guam demandant l'unification des Mariannes, solution qu'il conviendrait d'éviter étant donné qu'elle ne serait pas conforme aux intérêts du Territoire.

68. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a émis l'opinion que l'Autorité administrante aurait dû prendre des mesures pour appliquer les recommandations du Conseil relatives à un transfert du siège de l'Administration en un lieu situé à l'intérieur du Territoire et à la mise en place d'une administration unique couvrant l'ensemble du Territoire. Il a noté avec regret que, cependant, aucune mesure n'avait encore été prise dans ce sens.

69. Le représentant de la France, se référant à la question du déplacement du siège de l'Administration de Guam en un lieu situé à l'intérieur du Territoire, a déclaré qu'il n'avait pas l'impression que la population se soit encore vraiment intéressée à ce problème. Cependant, il s'est déclaré convaincu que l'Autorité administrante continuerait à étudier la question de façon approfondie en consultation avec le Conseil consultatif interdistricts.

70. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré, au sujet de la division de l'Administration des Mariannes du Nord, que le Gouvernement des Etats-Unis examinerait à nouveau, durant l'année, la question du rattachement de Rota au district de Saïpan. Quant à l'installation du siège de l'Administration dans le Territoire même, le Représentant spécial n'a pas jugé qu'un tel transfert serait souhaitable avant qu'une large fraction des Micronésiens aient pu étudier la question et que l'on ait pu déterminer de façon plus précise l'importance des effectifs qui seraient nécessaires au siège au cours des années à venir, à mesure

que ceux du personnel américain diminueraient. Guam restait pour le personnel du siège de l'Administration l'emplacement le plus commode et le plus efficace et le Représentant spécial ne croyait pas que l'emplacement actuel eût retardé le moins du monde le développement de l'unité du Territoire.

Fonction publique : formation des autochtones et nomination de Micronésiens à des postes supérieurs de l'administration

71. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté que des progrès satisfaisants étaient en cours touchant le remplacement des fonctionnaires américains par des Micronésiens et a été heureux d'apprendre qu'un programme de formation serait mis en oeuvre en vue de préparer les Micronésiens à des emplois permanents au siège de l'Administration. Il a déclaré qu'il croyait que toute l'assistance possible serait accordée aux Micronésiens ayant les aptitudes nécessaires pour être préparés à des fonctions administratives élevées.

72. Le représentant de la Birmanie a souligné les inconvénients de concentrer le personnel micronésien qualifié dans les centres administratifs étant donné que l'absence de direction en matière administrative dans les îles périphériques aurait pour effet d'accentuer le manque d'initiative de la population.

73. Le représentant de la République arabe unie a noté avec satisfaction que le système de relève du personnel américain et le remplacement des administrateurs des Etats-Unis par des Micronésiens compétents et qualifiés s'étaient considérablement améliorés. Il estimait, cependant, que l'Administration devrait former davantage de conducteurs de travaux, d'agronomes, d'ingénieurs, et de techniciens micronésiens.

74. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que tous les postes les plus importants du Territoire étaient occupés par des Américains. Les habitants avaient été exclus de toutes fonctions de direction dans le Territoire. D'autre part, il n'y avait pas un seul Micronésien employé au siège central de l'Administration. Il a ajouté qu'alors qu'il faudrait huit à dix ans pour que les Micronésiens assument les responsabilités des organes de district chargés des finances, de l'approvisionnement et de l'enseignement, le rapport annuel n'indiquait même pas à quelle date l'Autorité administrante se proposait de transférer aux autochtones la direction d'autres domaines d'activités au niveau des districts et dans l'ensemble du Territoire.

75. Le représentant de la Chine s'est inquiété de la répartition inégale du personnel micronésien dans les districts et a estimé qu'il était nécessaire de procéder à une décentralisation progressive des services au niveau des districts et d'accroître les effectifs dans les îles périphériques.

76. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'Administration avait déjà commencé à mettre en oeuvre un programme tendant à établir des services dans les îles éloignées.

III. PROGRES ECONOMIQUE

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Généralités

77. L'agriculture de subsistance et la pêche restent la base de l'économie du Territoire. Grâce au revenu monétaire tiré de la production du coprah, des emplois administratifs, de la récolte des troques et de la fabrication d'articles artisanaux, la population peut obtenir un supplément de denrées alimentaires, ainsi que certains articles de luxe d'importance secondaire et d'autres biens importés.

L'Autorité administrante estime que les ressources actuelles et potentielles du Territoire semblent suffisantes pour assurer la subsistance de la population et que les terres encore non utilisées des îles plus importantes pourraient permettre, pendant un certain nombre d'années, d'y installer l'excédent de population des îles moins étendues. L'objectif économique essentiel de l'Autorité administrante reste celui qui a été indiqué dans les précédents rapports.

78. La Mission a noté que l'Autorité administrante s'employait maintenant à développer les ressources limitées du Territoire, en concentrant d'abord tous ses efforts sur l'amélioration de l'agriculture et la création d'une industrie de la pêche. A ce stade du développement, il était préférable de développer l'économie progressivement, étant donné que la population du Territoire n'était pas dans le besoin et désirait seulement augmenter son revenu monétaire et l'Administration avait pour politique d'associer les Micronésiens aux entreprises économiques qu'elle cherchait à développer, de façon à ce qu'ils en reçoivent l'entier bénéfice.

79. La Mission a également constaté que la population, considérant le développement industriel comme le seul moyen de s'assurer un revenu en espèces, souhaitait vivement le rétablissement de certaines industries qui existaient avant la guerre - sucreries, conserveries d'ananas, industrie des fibres textiles - ainsi que le développement des pêcheries et l'amélioration de la production du coprah.

80. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil recommande d'envisager au plus tôt une enquête générale sur les possibilités économiques du Territoire. Il propose que l'Autorité administrante examine également d'urgence la possibilité d'établir un plan à long terme de développement économique rationnel pour augmenter les sources de revenus du Territoire.

Situation financière : mesures prises pour accroître les recettes publiques

81. Au cours de l'exercice financier 1958, comme au cours des exercices précédents, les recettes provenant des impôts et autres sources de recettes locales n'ont pas suffi, tant s'en faut, à couvrir les dépenses du Territoire. Les dépenses totales de l'Administration, au cours de la période considérée, se sont élevées à 7.423.578 dollars, contre 7.355.492 dollars en 1957, dont 1.867.140 dollars et 1.845.647 dollars respectivement ont été couverts par les recettes fiscales. On estime que, pour l'exercice financier 1959, les dépenses s'élèveront à 7.396.000 dollars et les recettes à 1.625.000 dollars, laissant comme par le passé un déficit de plus de 5 millions de dollars qui sera comblé par l'Autorité administrante. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que l'Administration avait accordé une subvention de 5.225.000 dollars pour l'année suivante; il espérait que cette subvention serait réduite grâce à l'achèvement du programme de construction, au remplacement des Américains par un plus grand nombre de Micronésiens et au développement des diverses industries locales.

82. Ainsi qu'il a été indiqué au cours des années précédentes, les budgets annuels des municipalités et des districts sont établis et gérés séparément, et les dépenses sont couvertes par des impôts et des droits de licence. Toutes les municipalités, quelle que soit leur importance, devront désormais établir un budget annuel, à mesure qu'elles recevront des chartes en vertu du programme de l'Administration. En 1958, les recettes fiscales des sept districts du Territoire se sont élevées à un total de 395.648 dollars, contre 344.313 dollars en 1957, les chiffres correspondants pour les dépenses s'étaient établis à 365.287 dollars et 286.003 dollars respectivement.

83. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait noté avec intérêt que l'Autorité administrante se proposait d'instaurer dans le Territoire un régime fiscal plus équitable et plus uniforme. L'Autorité administrante indique qu'un rapport sur les réformes fiscales envisagées a été établi au cours de l'année

considérée et soumis, pour étude, aux hauts fonctionnaires du Territoire ainsi qu'aux milieux du commerce. Ce rapport a également été discuté à la Conférence des Administrateurs de district et à la Conférence interdistricts des dirigeants micronésiens. Le Conseil s'était déclaré persuadé qu'en fixant sa contribution au budget du Territoire, l'Autorité administrante tiendrait pleinement compte de la nécessité de mettre en valeur les ressources du Territoire par tous les moyens possibles, et notamment par l'octroi de subventions destinées à permettre la continuation des programmes économiques et sociaux. L'Autorité administrante reconnaît qu'il convient de mettre en valeur toutes les ressources naturelles dont peut disposer le Territoire, mais persiste à penser que l'exploitation de ces ressources doit être confiée à la population autochtone dont elle doit servir les intérêts. La Mission a estimé que la lenteur relative du développement économique du Territoire tient principalement au manque de fonds. Elle a été informée qu'en 1958, on avait dépensé environ 900.000 dollars pour remplacer les anciennes constructions et acquérir du matériel neuf et qu'avec un million de dollars par an, il faudrait dix années pour remplacer tous les immeubles existants. En outre, elle a constaté que, si les dépenses de fonctionnement des services ordinaires n'avaient pas très sensiblement augmenté au cours de ces dernières années, les dépenses de matériel et d'équipement s'étaient en revanche constamment accrues.

84. La Mission a estimé que les crédits alloués par l'Autorité administrante étaient encore insuffisants pour assurer le fonctionnement des services existants et le développement économique. A son avis, il était à craindre que, faute d'un développement économique rapide, les institutions politiques micronésiennes et les jeunes Micronésiens instruits - qui sont de plus en plus nombreux - ne soient pas suffisamment à même de participer efficacement et utilement à la vie du Territoire, tant sur le plan public que sur le plan privé. La Mission a estimé qu'il incombait à l'Administration d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme de développement économique. Elle a donc recommandé que l'Autorité administrante entreprenne le plus tôt possible une étude d'ensemble de l'économie du Territoire afin d'établir des plans précis de développement économique dans tous les domaines, en tenant compte des débouchés existants à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire.

A cette fin, l'Autorité administrante pouvait avoir recours aux services des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organismes internationaux. La Mission a recommandé que l'Autorité administrante accorde les crédits

supplémentaires nécessaires non seulement pour assurer le fonctionnement de services suffisants dans le Territoire, mais aussi pour entreprendre des plans plus ambitieux de développement économique. La Mission a suggéré en outre à l'Autorité administrante de donner une formation technique à un plus grand nombre de Micronésiens et de recruter au dehors, à cet effet, un personnel spécialisé plus important pour compléter les effectifs existants. A cet égard, elle recommandait que l'on attache une attention particulière à la formation en vue du développement communautaire.

85. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil recommande que l'Autorité administrante s'occupe activement d'élargir les sources locales de recettes publiques et qu'en fixant sa contribution au budget du Territoire, elle tienne compte des recommandations de la Mission de visite, ainsi que de la nécessité d'orienter sa participation vers les domaines où elle contribuera le plus utilement à favoriser l'indépendance économique du Territoire.

Possibilités de développement industriel

86. Il n'existe pas d'industries importantes dans le Territoire. Les seules formes d'activité industrielle sont l'artisanat, le traitement du coprah et, dans les îles Marshall, de petites constructions navales. Au cours des dernières années, le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre des mesures énergiques pour étudier les possibilités de développement industriel du Territoire, ainsi que pour favoriser et accélérer ce développement, notamment en ce qui concerne la pêche, l'extraction du manganèse et de la bauxite, les conserves alimentaires, la production de troques et l'artisanat.

87. L'Autorité administrante a indiqué dans son rapport qu'en raison du caractère incertain du marché, la production de troques est tombée en 1958 au niveau le plus bas qui ait été enregistré depuis 1953. Au cours de l'année considérée, le biologiste spécialiste des espèces marines a terminé l'étude générale sur les troques et a fait une enquête spéciale dans un grand nombre des îles Marshall et des îles Caroline en vue de déterminer les endroits où l'on pourrait éventuellement récolter des troques. A la suite des recommandations qu'il a formulées et compte tenu aussi du caractère incertain du marché, des programmes de conservation des troques ont été mis en oeuvre dans certaines zones.

88. A sa vingt-deuxième session, le Conseil a exprimé l'espoir qu'étant donné les ressources marines du Territoire, il serait possible de créer une véritable industrie des pêcheries adaptée aux besoins du Territoire. Dans son rapport, l'Autorité administrante indique qu'au cours de l'année considérée, un biologiste spécialiste des pêcheries a été chargé de faire une étude d'ensemble des ressources du Territoire en matière de pêche, afin de déterminer les possibilités et les besoins des divers districts dans ce domaine. On a acheté le matériel nécessaire à l'exécution du programme de pêche entrepris dans le district des Palaos, et notamment un bateau de pêche de 20 tonnes qui devait être livré en novembre 1958. Jusqu'à présent, la pêche commerciale n'est pratiquée qu'en certains points des districts de Ponapé, de Saïpan et des Palaos. En 1958, le district de Ponapé a produit 27.000 livres de poisson et les districts de Palau et Saïpan ont exporté à Guam environ 14.000 et 4.000 livres de poisson respectivement. En raison du manque de matériel et de facilités d'entreposage ainsi que du caractère incertain du marché, la pêche commerciale reste peu développée. Au cours de l'année considérée, un programme de formation et de démonstration en matière de pêche de subsistance a été mis en oeuvre aux Palaos. Des cours sur la fabrication et la réparation des filets ont été organisés à l'intention des élèves des écoles des Palaos et l'on a essayé, au large des côtes des îles Palaos, divers types de filets fabriqués dans le cadre du programme de pêche de subsistance. L'Autorité administrante espère que le développement du programme de pêche de subsistance permettra aux Micronésiens de mieux utiliser les précieuses ressources marines dont dispose le Territoire.

89. La Mission a été heureuse de constater qu'un programme de pêche de subsistance avait été entrepris aux îles Palaos. Elle a été informée qu'on pourrait sans aucun doute prendre du poisson en quantités bien plus importantes que celles qui pourraient être absorbées par le marché dont disposent actuellement les pêcheries du district et qu'en conséquence, on accordait autant d'attention au problème de l'élargissement du marché. Convenablement développé, le marché micronésien absorberait bientôt plus de poisson que la flotte actuelle ne peut en fournir et la construction d'une conserverie pilote augmenterait encore la demande. Pour répondre au besoin de nouveaux bateaux de pêche, il a été proposé de créer une section de la construction de bateaux de pêche dans le cadre du programme de développement des Palaos. La conserverie pilote, qui coûterait environ

18.000 dollars, aurait une capacité de production journalière de 80 caisses, ce qui permettrait de faire face à la demande locale de poisson en conserve. On espérait que la conserverie pilote pourrait être mise en service dès le printemps de 1962. La Mission se rendait compte de la valeur de l'assistance fournie par l'Administration pour le programme des îles Palaos et souhaitait qu'on entreprenne des programmes analogues dans d'autres districts du Territoire, notamment dans ceux de Truk et de Ponapé. La Mission a estimé que la formation de Micronésiens aux divers travaux qu'impliquent la pêche et la conservation du poisson constituait une condition essentielle du succès; elle a donc engagé fortement l'Administration à prendre les dispositions nécessaires pour recruter plusieurs autres spécialistes des pêcheries afin de renforcer le programme de formation des îles Palaos et d'exécuter des programmes analogues dans d'autres parties du Territoire. La Mission a également exprimé l'espoir qu'on envisagerait d'envoyer des Micronésiens à l'étranger pour qu'ils se familiarisent avec les divers procédés de conservation et de mise en boîte du poisson afin d'être capables, le moment venu, d'assurer l'entière direction de ce secteur de l'industrie de la pêche. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a été informé qu'un bateau de pêche avait été mis en service et qu'une machine à fabriquer la glace avait été installée; qu'on avait construit une installation pour la transformation du poisson et qu'une usine de séchage du poisson était à moitié terminée. On devait installer une usine de congélation et un magasin réfrigéré pour la conservation du poisson. Lorsque le programme de Palaos pourrait être confié à des entreprises de commerce locales, l'Administration se proposait d'entreprendre des programmes semblables dans d'autres districts. Un Micronésien avait reçu une bourse spéciale pour des études sur le développement de la pêche et la bromatologie, pour se préparer à diriger une conserverie pilote.

90. La Mission a constaté que, dans tout le Territoire, les Micronésiens s'intéressent beaucoup à la fabrication et à la vente des articles artisanaux, mais elle a estimé qu'on ne s'était pas suffisamment occupé de faire comprendre à la population la nécessité d'améliorer les normes de qualité et d'accroître la régularité des livraisons. Il lui a semblé que la population n'était pas encore capable d'améliorer les normes actuelles de fabrication sans orientation ni conseils et elle a estimé que cette lacune pourrait être comblée par la mise en oeuvre de programmes de développement communautaire, avec l'assistance d'un

personnel fourni par l'Administration; elle a recommandé à l'Administration d'examiner la question sans tarder. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil qu'on désignerait bientôt un expert pour aider les Micronésiens à développer leur industrie artisanale; il a également émis l'espoir qu'un travail considérable serait accompli dans ce domaine au cours de l'année suivante.

91. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante de ce qui a été fait dans le domaine de la pêche et exprime l'espoir qu'il sera possible, avec le temps, de réduire les importations de conserves de poisson. Il espère que l'Autorité administrante étudiera à fond la possibilité de créer ou de développer les industries secondaires recommandées par la Mission de visite.

Agriculture

92. Les principales cultures du Territoire sont, après le coprah, la colocase, l'arrow-root, l'ignane, le manioc, l'arbre à pain, le baquois et le bananier. En outre, la culture du cacao a été introduite dans le Territoire, il y a quelques années, en vue de diversifier l'agriculture. L'Autorité administrante indique qu'elle a continué à accorder une attention toute particulière à l'agriculture, et notamment aux programmes de relèvement agricole des zones dévastées par les typhons, ainsi qu'aux programmes de remise en état de cocoteraies et à l'amélioration des méthodes de production du coprah dans d'autres régions. Au cours de l'année considérée, un phytopathologiste a fait une étude sur les maladies des plantes dans le Territoire et présenté un rapport contenant ses conclusions. L'Autorité administrante indique également que l'exécution du programme de homesteading a quelque peu progressé dans les districts de Ponapé, des Palaos et de Rota.

93. La Mission a noté avec satisfaction les progrès réalisés en ce qui concerne l'attribution de terres aux Micronésiens dans le cadre du programme de homesteading (constitution de biens de famille), qui non seulement permet de fournir aux autochtones des terres plus étendues et des facilités accrues pour les cultures de subsistance, mais a aussi entraîné un accroissement de la quantité d'aliments et de coprah disponible par habitant dans les atolls d'où sont partis des colons.

L'Administration estime qu'un tiers environ des terres du domaine public se prêtent au homesteading pour les cultures vivrières et marchandes. La Mission a indiqué que, jusqu'à présent, des lotissements avaient été constitués ou étaient en voie de l'être sur une superficie totale de 13.404 acres dans les districts de Rota, de Ponapé, des îles Palaos et des îles Marshall, et que l'on avait accordé aux Micronésiens 589 permis d'installation sur des lotissements de homesteading dans le district de Saïpan.

94. La Mission a félicité l'Administration des efforts qu'elle déploie en vue d'atténuer les effets de la pression démographique dans les zones très peuplées, étant donné le taux élevé d'accroissement annuel de la population, que l'on estime actuellement à 3,8 pour 100 pour l'ensemble du Territoire. Elle a cependant fait observer que, jusqu'à ce jour, les transferts de population n'ont intéressé qu'un petit nombre de Micronésiens, qui semblaient d'ailleurs s'être bien adaptés à leur nouveau milieu. La Mission a estimé que des difficultés pourraient surgir entre les populations locales et les nouveaux colons si des groupes plus importants de Micronésiens quittaient leur district d'origine pour s'installer ailleurs, et elle a exprimé l'espoir que l'Administration prendrait toutes les mesures qu'elle jugerait utiles pour parer à cette éventualité.

95. La Mission a noté que la plantation de cacaoyers avait été récemment interrompue dans le district des Palaos, pour être effectuée plutôt dans le district de Ponapé où les conditions de sol et de climat sont apparemment plus favorables. On avait précédemment envoyé un agronome américain et deux agents agricoles micronésiens au Costa-Rica pour y recevoir une formation en matière de production du cacao et, l'an dernier, un autre agronome américain a été envoyé à la Trinité pour se familiariser avec la culture du cacaoyer. La Mission a indiqué que l'Administration avait entrepris un programme prévoyant la plantation de 100.000 nouveaux cacaoyers, en plus des quelque 50.000 cacaoyers adultes déjà plantés à Ponapé, Kusaie, Truk, Yap et Palao. Elle a appris que les Micronésiens s'intéressaient vivement à la culture du cacaoyer, mais qu'il faudrait certains stimulants d'ordre financier pour inciter les propriétaires à établir et entretenir de bonnes plantations. L'Administration espérait que la production commerciale pourrait commencer au printemps de 1961. La Mission a été informée aussi que des

échantillons de fèves de cacao avaient été envoyés au Japon, en Suisse et aux Etats-Unis pour être analysés du point de vue de la qualité et de la teneur en matières grasses, et que des offres intéressantes avaient été faites par des sociétés américaines de traitement du cacao.

96. La Mission a constaté avec satisfaction que la production végétale dans les districts de Saïpan et de Rota s'était améliorée, du point de vue qualitatif et quantitatif, et qu'au total 443.464 livres de produits végétaux, d'une valeur de 57.181 dollars, avaient été exportées sur Guam en 1958. Elle a été informée qu'à Rota une coopérative de vente avait été constituée par les producteurs locaux, avec des résultats satisfaisants. Elle a exprimé l'espoir que d'autres coopératives du même genre seraient créées dans le district de Saïpan, avec les conseils d'un expert en matière de coopératives. Elle a également estimé que l'Administration pourrait examiner la possibilité de développer la production et la vente des bananes.

97. La Mission a également appris qu'au cours des dernières années, on avait fait des essais de culture du poivre, qui pourrait constituer une nouvelle culture marchande pour le Territoire. La Mission s'est félicitée des efforts déployés par l'Administration pour introduire de nouvelles cultures marchandes. Cependant, elle a constaté que le personnel des services agricoles était insuffisant pour que l'on puisse accorder l'attention voulue à la mise en oeuvre des programmes existants ainsi qu'à la formation aux activités de vulgarisation agricole et à leur direction. Comme la Mission précédente, elle a estimé qu'étant donné l'urgente nécessité de développer les ressources agricoles, il fallait envisager sérieusement de recruter un personnel agricole qualifié plus important et d'accélérer la formation d'agents de la vulgarisation agricole. A cet égard, elle a suggéré que l'Administration envisage d'envoyer un plus grand nombre de Micronésiens aux Philippines et dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est qui offrent d'excellentes possibilités pour la formation des agents agricoles dans des conditions climatiques et autres qui sont analogues à celles du Territoire. Elle a également engagé l'Administration à créer aussitôt que possible, dans le Territoire, un centre de formation agricole rattaché à l'Ecole centrale des îles du Pacifique. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil qu'on avait recruté de nouveaux Américains pour se joindre au personnel agricole actuel, et qu'on projetait de créer un centre de formation agricole à Ponapé.

98. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction les progrès réalisés dans le cadre du programme homesteading et exprime l'espoir que l'Autorité administrante continuera à n'opérer de transferts de population importants qu'avec la plus grande prudence, afin d'éviter de provoquer le ressentiment des habitants des régions intéressées.

Le Conseil félicite l'Autorité administrante des mesures qu'elle a prises pour diversifier l'agriculture du Territoire et de son programme de relèvement des plantations de cocotiers dans les zones sinistrées. Il enregistre aussi avec satisfaction les progrès du programme de développement de la culture du cacao.

Revendications foncières et autres

99. L'Autorité administrante indique qu'elle a poursuivi ses efforts en vue de régler définitivement les revendications foncières en suspens dans le Territoire. Dans les îles Marshall, où il reste à statuer sur d'assez importantes réclamations, on a avancé dans la voie d'un règlement final et les réclamations de Kwajalein feront vraisemblablement l'objet d'une décision définitive au cours de l'année 1959.

100. La Mission a noté avec satisfaction qu'à la différence de ce qui s'est passé dans le district des îles Marshall, toutes les réclamations foncières avaient été réglées dans les districts de Saïpan, de Rota, de Yap et de Truk. En ce qui concerne les autres réclamations pour lesquelles il serait nécessaire de procéder à quelques relevés supplémentaires, la Mission a exprimé l'espoir qu'elles seraient bientôt réglées.

101. L'un des problèmes fonciers dont la Mission a été saisie est la promulgation de l'Ordonnance No 71 du 8 janvier 1948, qui stipulait que toutes les terres des lagons situées au-dessous de la ligne de marée haute faisaient partie du domaine public. La population du district des îles Marshall objectait à cette ordonnance et a demandé qu'elle soit annulée, parce qu'elle était en contradiction avec le régime foncier traditionnel. La Mission a été informée que les Marshallais comprennent difficilement la conception que les étrangers se font de la propriété des terres. Suivant leurs traditions, toutes les terres que recouvre la marée et tous les lagons sont considérés comme propriété privée. Il est interdit aux personnes n'ayant aucun droit de propriété d'utiliser une terre possédée par d'autres, si ce n'est à des fins charitables. Suivant l'idée qu'il se fait du

régime foncier, le Marshallais comprend fort bien qu'un gouvernement puisse posséder des terres, mais il ne peut concevoir qu'une terre soit "publique" et que toute personne qui le désire puisse en faire usage. Ceci en dépit du fait que le Marshallais a le droit d'accorder à toute personne qui le désire la faculté d'utiliser sa terre. Une autre cause de mécontentement réside dans la position juridique qu'ont adoptée les Etats-Unis au sujet des terres lorsqu'ils ont assumé l'administration du Territoire : au lieu de déclarer nulles toutes les lois et décisions de l'Administration japonaise, la Cour suprême du Territoire sous tutelle a décidé qu'elles resteraient en vigueur tant que la nouvelle autorité ne les aurait pas annulées. La Mission a en outre été informée que l'Administration ne souhaitait aucunement porter atteinte à des droits légitimes, mais qu'elle désirait mieux faire comprendre à la population quelle était la situation en matière de droits riverains. Une modification du régime actuel constituerait, à son avis, une mesure rétrograde.

102. La Mission a appris avec satisfaction que la question du remboursement des obligations et des comptes d'épargne postale japonais qui a fait l'objet de nombreuses plaintes dans le passé est maintenant sur le point d'être réglée. On prévoit qu'au 30 juin 1959 les dernières demandes, qui portent sur une somme totale d'environ 250 dollars, auront fait l'objet d'un règlement.

103. Une question qui continue à préoccuper sérieusement la population du Territoire est celle des demandes de réparation formulées contre le Gouvernement japonais pour pertes en vies humaines et pertes matérielles subies durant la deuxième guerre mondiale. La Mission, comme celles qui l'ont précédée, a reçu de nombreuses demandes de personnes réclamant le versement rapide des indemnités pour les dommages qu'elles ont subis. La Mission a noté que la question n'était pas encore résolue et elle a été informée par le Haut-Commissaire que la recherche d'une solution n'était pas de sa compétence. Etant donné que la population du Territoire continue d'être préoccupée par cette question, la Mission a invité instamment l'Autorité administrante à prendre des décisions promptes et définitives sur la politique qu'elle entend suivre en la matière et à en informer la population du Territoire.

104. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté la recommandation et la conclusion suivantes :

Le Conseil fait sienne la conclusion de la Mission de visite concernant la nécessité de prendre sans délai une décision définitive au sujet des dommages de guerre et espère que le Gouvernement de l'Autorité administrante et le Japon feront tout leur possible pour aboutir rapidement.

Transports et communications

105. En 1958, l'Administration a dépensé pour les transports la somme de 1.596.000 dollars, soit environ 30 pour 100 de son budget. Le réseau de transports de surface du Territoire peut se diviser en trois catégories : a) transports entre les districts; b) transports à l'intérieur des districts; c) trafic local. Les services de transports maritimes entre les districts appartiennent entièrement au gouvernement du Territoire qui les subventionne et a conclu un contrat avec la Pacific Micronesia Line pour qu'elle assure la mise en service et l'entretien des bateaux conformément aux instructions du gouvernement. Les transports maritimes à l'intérieur d'un district dépendent directement de l'administrateur de district, qui fixe d'après les besoins locaux la fréquence des voyages entre l'île principale et les îles éloignées du district. Ces bateaux peuvent aussi, en cas de besoin, faire des voyages spéciaux jusqu'à toute île à l'intérieur du district. Quant au trafic local, il est assuré en grande partie par des outriggers et de petites embarcations en bois dans les lagons et les eaux côtières. En plus des services maritimes, des services aériens hebdomadaires de voyageurs, de fret et de courrier sont assurés entre les chefs-lieux de district et Guam par trois appareils amphibies.

106. La Mission a reçu un certain nombre de plaintes de personnes qui estiment que les services maritimes actuels, et tout particulièrement ceux qui desservent les îles autres que les chefs-lieux de district, sont insuffisants par rapport aux besoins et elle a noté que la production de coprah pourrait être augmentée considérablement dans ces îles si elles étaient régulièrement desservies. Le Haut-Commissaire a déclaré à la Mission que la situation laissait encore beaucoup à désirer, mais que, grâce à une meilleure utilisation des moyens existants, elle s'était améliorée par rapport aux années précédentes. Plus du quart des dépenses budgétaires du Territoire étant déjà affecté aux transports, si ce montant était augmenté ce serait aux dépens d'autres activités. On espérait que d'ici deux ans, on pourrait mettre en service un autre bateau de 270 tonnes. La Mission a déclaré

/

se rendre compte des difficultés inhérentes au développement d'un système adéquat de transports dans le Territoire et a reconnu que l'Autorité administrante avait déjà fait un effort financier considérable pour assurer les services actuels; elle a estimé cependant qu'il serait nécessaire de faire des efforts encore plus grands si l'on voulait que les besoins actuels soient pleinement satisfaits. La Mission a donc suggéré que l'Administration entreprenne une étude détaillée des besoins du Territoire en moyens de transports maritimes, compte tenu de la nécessité de remplacer une partie de l'équipement désuet et peu économique qui est actuellement en service. Elle a également suggéré qu'en attendant et afin de remédier aux insuffisances actuelles, on fasse tout le possible pour améliorer la desserte des îles éloignées. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a dit au Conseil qu'il pensait que, dans les deux ans, les services maritimes seraient suffisants pour les besoins du Territoire.

107. La Mission a constaté que les routes du Territoire, et tout particulièrement celles de Palao et de Ponapé, continuent d'être en mauvais état et exigent des réparations constantes et elle a estimé que l'entretien des routes existantes et la construction de nouvelles routes dans les îles de dimensions relativement importantes, comme celles de Ponapé et de Palao, sont la condition préalable du développement économique ultérieur et encourageront les habitants à exploiter les ressources naturelles de ces îles. L'amélioration des communications à l'intérieur des îles aurait aussi pour effet d'enrayer la tendance marquée des habitants à se grouper près du chef-lieu de district pour y bénéficier des commodités et des agréments d'ordre social qu'on y trouve.

108. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil souligne la nécessité de doter le Territoire de services de transports adéquats et espère que les projets qu'étudie actuellement l'Autorité administrante se traduiront par une amélioration sensible des transports maritimes au cours des prochaines années. Il espère que l'Autorité administrante tiendra également compte de la nécessité d'améliorer les communications routières.

Commerce et négoce

109. Le fonctionnement et le champ d'activité des entreprises commerciales du Territoire ont été décrits dans les précédents rapports du Conseil^{1/}. Au cours de

^{1/} S/3636, p. 52-54 et S/3852, p. 31.

l'année considérée, les compagnies commerciales locales ont encore développé leurs installations avec l'appui et l'assistance du gouvernement du Territoire sous tutelle. On a indiqué que des prêts de développement s'élevant à 480.000 dollars leur ont été consentis afin de leur permettre d'atteindre une autonomie financière complète. Il y a actuellement vingt sociétés commerciales dans tout le Territoire; sept d'entre elles, soit une dans chaque district, ont l'exclusivité de l'écoulement du coprah. La Mission a été informée qu'en 1958 on a exporté au total 13.259 tonnes courtes de coprah, soit 329 de moins qu'en 1957. A la fin de l'exercice de 1958, les réserves du Fonds de stabilisation du coprah s'élevaient à environ 770.000 dollars (non compris le district de Saïpan), chiffre légèrement supérieur au solde créditeur dont l'Office dispose normalement. En outre, l'actif net du Fonds de stabilisation de Saïpan s'élevait à environ 46.000 dollars.

llo. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait noté avec satisfaction qu'un Micronésien avait été nommé membre de l'Office de stabilisation des prix du coprah conformément à la recommandation formulée précédemment par le Conseil. Il avait exprimé l'espoir que les bons résultats donnés par cette nomination inciteraient l'Autorité administrante à envisager des moyens d'associer d'autres représentants des producteurs aux travaux de l'Office. L'Autorité administrante a indiqué que la meilleure solution possible dans l'état actuel des choses était le système actuellement en vigueur : chaque district producteur de coprah est représenté à l'Office à tour de rôle et pour une durée d'un an par un Micronésien élu. La Mission a estimé qu'il conviendrait de donner à un plus grand nombre de Micronésiens la possibilité de jouer un rôle actif dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de cet office, qui a des répercussions directes sur l'activité économique la plus importante du Territoire et sur les conditions de vie d'une très grande partie de la population autochtone. La Mission a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante ne ménagerait aucun effort pour surmonter les difficultés qu'elle rencontre actuellement.

lil. Par suite des récents typhons, la production de coprah du Territoire est passée de 14.000 tonnes courtes à moins de 10.000 tonnes courtes en 1958. La Mission a indiqué que la production de 1959 serait encore plus faible et que, dans les îles Marshall, on prévoyait une diminution de 20 pour 100, c'est-à-dire d'environ 1.000 tonnes courtes. La Mission a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait cherché à pallier les graves difficultés économiques des

producteurs en les aidant à remplacer tous les cocotiers détruits des zones sinistrées. Elle a été informée que la production remonterait lentement et n'atteindrait peut-être son niveau maximum que d'ici 10 à 15 ans. Si la population récoltait tout le coprah, la production totale pourrait atteindre jusqu'à 30.000 tonnes courtes par an.

112. La Mission a constaté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait poursuivi ses efforts pour améliorer le rendement et la qualité des cocotiers en utilisant des techniques scientifiques (sélection des graines, amélioration des méthodes de repiquage des plants et meilleur traitement du coprah). Elle a été informée que, conformément aux recommandations faites par le précédent Directeur des opérations relatives à la noix de coco, une soixantaine de séchoirs du type ceylanais avaient été construits dans le district de Yap en 1958. Ces séchoirs peuvent être construits dans les villages et sécher le coprah par n'importe quel temps. En outre, leur construction n'exige que peu de capitaux et de main-d'oeuvre. La Mission a exprimé l'espoir que les producteurs des autres districts adopteraient progressivement eux aussi de meilleures méthodes de traitement du coprah.

113. La Mission s'est félicitée des mesures prises par l'Office de stabilisation du coprah pour maintenir les prix à un niveau convenable. Par suite de la chute des cours mondiaux et en vue de maintenir les prix versés aux producteurs au niveau fixé, l'Office a déboursé, en 1958, environ 50.000 dollars. Cependant, au cours de ces derniers mois, la forte hausse des cours mondiaux a permis à l'Office de verser aux producteurs dix dollars de plus par tonne pour chaque qualité de coprah. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a indiqué que, par suite de l'augmentation des prix, le bénéfice net des producteurs pour l'année 1959 s'élèverait à environ 85 pour 100 de celui qu'ils avaient perçu l'année précédente, bien que la production totale n'atteigne qu'environ 75 pour 100 de celle de 1958.

114. La Mission s'est inquiétée du fait que les navires assurant la liaison entre les îles se rendent, semble-t-il, rarement dans certaines des îles éloignées, où il arrive que le coprah traité pourrisse sur place faute de moyens de transport pour l'enlever. La Mission a recommandé que l'Autorité administrante prenne toutes les mesures nécessaires pour porter remède à l'état de choses actuel en organisant de façon plus systématique la production du coprah dans les îles éloignées. Elle a estimé également que la situation économique de la population s'améliorerait

nettement si les fonctionnaires de l'agriculture se rendaient plus fréquemment dans les îles éloignées pour enseigner aux habitants les méthodes perfectionnées de repiquage des plants de cocotiers, de ramassage des noix de coco et de traitement du coprah. La Mission a également noté qu'actuellement les sociétés commerciales versent à leurs actionnaires des dividendes relativement élevés, allant de 10 à 20 pour 100 de la valeur au pair des actions, et que les actionnaires micronésiens ont pris l'habitude de considérer comme naturel de recevoir des dividendes élevés, sans tenir compte des fluctuations de prix. La Mission a estimé qu'il serait bon que les sociétés, avec le concours des organismes d'administration locale et des fonctionnaires de l'Administration, engagent les actionnaires à se contenter de dividendes moins élevés, ce qui permettrait à ces sociétés, qui constituent le principal moyen de placement du capital autochtone, de conserver des fonds pour des travaux à long terme de développement et d'expansion économiques.

115. A la fin de l'exercice financier 1958, la vente des troques représentait pour l'année une recette de 149.000 dollars, contre 123.000 en 1957. Il convient de noter à ce sujet que, par suite de conditions de vente défavorables, toutes les troques n'avaient pas encore été écoulées. La Mission a été informée que l'on envisage d'autoriser, à titre d'essai, le ramassage des troques en toute saison, en imposant des dimensions minimums. La suppression des restrictions saisonnières, si elle s'avère possible, permettrait aux habitants de disposer d'un revenu régulier pendant toute l'année. La Mission a noté avec satisfaction que l'on accordait une attention constante au développement du ramassage des troques. Elle a également été informée que l'expansion de cette activité dépendait dans une large mesure de la demande de l'industrie des boutons, qui est le principal débouché pour les troques et dispose maintenant de meilleures matières plastiques.

116. La Mission a estimé que la fabrication de vêtements de confection est un domaine où les sociétés commerciales locales pourraient jouer un rôle accru et stimuler l'industrie locale, ce qui aiderait à réduire le déficit actuel de la balance commerciale du Territoire. En 1957, les importations d'articles vestimentaires effectuées par le Territoire ont représenté près de 10 pour 100 de la valeur de toutes les importations. La Mission a été informée que la plus grande partie des vêtements de confection était importée des Etats-Unis parce que les Micronésiens les considéraient comme supérieurs à tous les autres, et qu'en outre, étant donné que les achats de vêtements de confection étaient faits aux Etats-Unis

en morte-saison, les prix payés étaient comparables à ceux qui sont pratiqués au Japon. La Mission a également été informée qu'il serait peut-être possible d'essayer de créer des entreprises de confection, en commençant par de petits ateliers et que les frais d'achat de matériel à cette fin pourraient être relativement faibles. La Mission a estimé que les économies qui pourraient être ainsi réalisées et les avantages qu'en tireraient les habitants sous forme de revenus pourraient justifier la création d'une petite industrie du vêtement à titre expérimental.

117. La Mission a reçu un certain nombre de demandes en vue de la création de services bancaires dans le Territoire. Elle a été informée que la création de succursales de banques n'était pas possible, en raison des ressources limitées du Territoire et du manque de capitaux liquides. On lui a en outre indiqué que, comme il s'agissait surtout, pour le moment, d'assurer la garde de fonds en lieu sûr, on estimait qu'il valait mieux conserver le système actuel, qui est plus économique, et que l'Administration continuerait à aider les habitants à faire des dépôts bancaires à Guam ou ailleurs. Tout en se rendant compte des difficultés qui font obstacle à la création d'un système bancaire approprié dans le Territoire, la Mission a suggéré que l'on continue à étudier la possibilité d'améliorer les services bancaires dont disposent les habitants des îles.

118. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté la recommandation et la conclusion suivantes :

Le Conseil attire l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité de préserver et d'améliorer la qualité des produits micronésiens, afin de développer les exportations du Territoire. Il suggère aussi de développer le crédit dans tout le Territoire.

Observations des membres du Conseil de tutelle
ne représentant que leurs propres opinions

Considérations générales : situation financière : augmentation des recettes publiques

119. Le représentant du Royaume-Uni a noté que d'une façon générale la politique de l'Autorité administrante dans le domaine économique visait à renforcer l'économie de subsistance actuelle du Territoire en créant des entreprises commerciales productives afin d'augmenter le revenu monétaire du Territoire. Reconnaisant les

difficultés auxquelles se heurte l'Administration dans les tentatives qu'elle fait pour diversifier la production agricole, il a jugé encourageants les succès obtenus au cours de l'année précédente en ce qui concerne le développement de la production de cacao. Il a déclaré que l'Administration devait consacrer ses efforts en matière de planification économique à des opérations de ce genre plutôt qu'à des études économiques générales.

120. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé qu'au cours des quelques prochaines années le Territoire aurait besoin d'une assistance plus grande, et non pas moindre, tant financière que technique, surtout dans le domaine du développement économique. Cependant, à cet égard, l'Autorité administrante devrait prendre grand soin, tout en accordant des crédits suffisants pour le développement, de ne rien faire qui soit de nature à porter gravement atteinte au sens des responsabilités des habitants des îles.

121. Le représentant de la Belgique a estimé que les programmes de développement économique pourraient nécessiter un financement plus généreux de la part de l'Autorité administrante dans le domaine des études comme sur le plan des réalisations.

122. Le représentant de la Birmanie a déclaré que le développement économique futur du Territoire exigeait l'ouverture immédiate de crédits suffisants. Il a appelé l'attention de l'Autorité administrante sur l'opinion exprimée par la Mission de visite selon laquelle, lorsqu'elle entreprendra une étude complète de l'économie du Territoire, l'Autorité administrante pourrait avoir recours aux services des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux. Il a félicité l'Autorité administrante de sa politique économique actuelle telle qu'elle est décrite dans le rapport annuel.

123. Le représentant d'Haïti a suggéré qu'un groupe d'experts pourrait, en consultation avec les représentants qualifiés de la population, faire une enquête sur les richesses potentielles du Territoire en vue de les mettre en valeur avec des priorités échelonnées sur une période de dix années, au terme de laquelle la situation pourrait être reconsidérée. Il a ajouté que pareil programme nécessiterait des investissements considérables.

124. Le représentant de l'Inde a estimé que le moment était venu de faire une enquête complète sur les ressources économiques et la mise en valeur du Territoire

et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante présenterait quelques propositions concrètes au Conseil à sa prochaine session.

125. Le représentant de la République arabe unie a estimé que des efforts redoublés pour encourager méthodiquement le développement communautaire ne manqueraient pas de donner d'excellents résultats. Il serait nécessaire de fondre les divers programmes des districts et des îles en un seul plan intégré de développement communautaire et d'entreprendre l'exécution de programmes appropriés de formation destinés aux personnes chargées de la mise en oeuvre des programmes dans les districts.

126. Le représentant de la République arabe unie a noté que les subventions allouées par l'Autorité administrante étaient restées approximativement les mêmes au cours des cinq dernières années malgré la hausse marquée des prix, que ces subventions étaient consacrées à l'entretien, à l'exception de très petites sommes, et qu'elles étaient insuffisantes pour assurer la mise en valeur du Territoire. D'autre part, aucune étude complète des possibilités économiques du Territoire n'a été faite. Il a estimé qu'une étude complète devait être effectuée en vue d'établir un plan de dix ans permettant de développer l'économie du Territoire dans les domaines de l'agriculture, des transports maritimes, des industries légères, des pêches, de la construction de routes, du logement et des bâtiments publics et commerciaux; que l'Autorité administrante devait affecter un crédit de 15 millions à un fonds spécial en vue de la mise en oeuvre du plan économique; et qu'elle devait consulter les Micronésiens sur la façon dont l'étude en question et le plan économique serviraient au mieux les intérêts des habitants de l'ensemble du Territoire sous tutelle. Il a suggéré que l'Autorité administrante ait recours à cet effet aux services de l'Organisation des Nations Unies et des institutions internationales.

127. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer qu'aucune amélioration sensible de la situation économique du Territoire n'avait eu lieu au cours de l'année considérée. Il a pris note également de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle le Territoire ne deviendrait jamais indépendant sur le plan économique et ne pourrait jamais se suffire à lui-même. L'assistance financière n'était pas utilisée en vue d'un développement économique complet et elle était parfaitement insuffisante. Comme les subventions servaient en grande partie à couvrir les dépenses administratives, elles ne

pouvaient qu'accroître la dépendance économique du Territoire à l'égard de l'Autorité administrante. Il a noté d'autre part qu'en 1958 plus de la moitié des subventions avaient été récupérées par les Etats-Unis sous forme de paiements des marchandises importées des Etats-Unis. C'est ainsi que le Territoire avait dû importer même des conserves de poisson représentant 200.000 dollars par an. En raison du récent typhon, le revenu du Territoire se trouverait réduit de 200.000 dollars au moins en 1959. Dans ces conditions, la seule solution serait d'accroître considérablement l'aide matérielle et technique. Il a suggéré en outre que l'Autorité administrante établisse un plan général en vue de réaliser un développement complet de l'économie du Territoire et qu'elle ouvre des crédits à cet effet sur son propre budget. Il a appuyé la suggestion du représentant de la République arabe unie tendant à assurer la mise en oeuvre du Territoire et une amélioration radicale du niveau de vie.

128. Le représentant de la France a approuvé les principes qui ont été énumérés par la Mission de visite dans son rapport et dont les mesures prises en vue de développer l'économie du Territoire doivent s'inspirer. Etant donné que le Territoire ne dispose d'aucune ressource économique appréciable et qu'il est isolé et éloigné des marchés mondiaux, il était très difficile d'imaginer comment il pourrait parvenir à l'indépendance économique dans un proche avenir. D'autre part, des typhons désastreux venaient parfois réduire à néant le résultat de plusieurs années d'efforts.

129. Le représentant de l'Australie a déclaré qu'une étude climatologique ou météorologique permettant de déterminer la fréquence probable ou possible des typhons les plus dévastateurs semblait être une condition préalable à toute nouvelle planification de l'économie du Territoire. Il a suggéré que le Conseil attende, pour se prononcer sur l'opinion de la Mission de visite selon laquelle les crédits alloués pour assurer le développement économique étaient insuffisants, que les résultats de cette enquête soient connus.

130. Le représentant de la Chine a insisté sur la nécessité absolue d'intensifier la mise en valeur économique du Territoire. Il a approuvé sans réserve l'opinion de la Mission de visite selon laquelle l'Autorité administrante devrait entreprendre une étude complète de l'économie du Territoire et accorder des crédits suffisants pour le mettre en valeur.

131. Le Représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que l'on avait beaucoup insisté au cours des discussions au Conseil sur la situation financière et économique du Territoire. La Mission de visite avait conclu, et plusieurs membres du Conseil avaient appuyé ses conclusions, que l'appui financier accordé au Territoire par les Etats-Unis était insuffisant. La Mission s'était rendue dans le Territoire à l'une des périodes les plus difficiles. Les dégâts causés par les typhons avaient causé une diminution manifestement inattendue des recettes. D'autre part, une grande partie du personnel avait consacré ses efforts à la réparation des dégâts. Ces deux facteurs avaient incité l'Autorité administrante à limiter le développement des programmes existants et la mise en oeuvre de nouveaux programmes. La Mission de visite s'était rendu compte des effets de cette limitation des efforts, ce qui peut expliquer dans une certaine mesure ses conclusions. Les subventions allouées au Territoire avaient été augmentées pour l'année prochaine en vue de compenser la diminution des recettes; les limitations imposées aux programmes se trouveraient ainsi diminuées.

132. Il a en outre déclaré qu'au cours des cinq années précédentes, grâce au remplacement continu de personnel américain par des Micronésiens, les dépenses relatives au personnel avaient sensiblement diminué. L'Administration avait fait d'autres économies dans les frais de transport et les dépenses d'administration et dans d'autres domaines. Les sommes ainsi économisées avaient été affectées à des programmes élargis et avaient permis d'améliorer, et non de réduire, l'activité de l'Administration.

133. Il a estimé qu'à l'heure actuelle un programme rationnel relatif à l'agriculture et aux pêcheries était indispensable pour étayer les autres "activités" dites industrielles. Ces programmes étaient fondés sur les ressources du Territoire et pourraient ainsi servir de base à d'autres entreprises d'ordre économique. Il ne voulait cependant pas donner l'impression qu'il n'était pas désireux de voir se développer d'autres activités économiques. Il devrait être évident que les Etats-Unis seraient très heureux de voir le Territoire parvenir à un degré d'indépendance économique qui leur permette de supprimer les subventions.

134. Il ne désirait donc pas empêcher le Territoire d'évoluer, mais il estimait devoir veiller à ce que les activités entreprises soient couronnées de succès et à ce que les Micronésiens en retirent le plus grand avantage. Après avoir exercé

ses responsabilités pendant quatorze années et procédé à plusieurs études, l'Administration n'ignorait pas le potentiel économique du Territoire. Une nouvelle étude du genre de celle qui était préconisée pouvait cependant révéler de nouvelles possibilités. Il était donc prêt à envisager une telle enquête.

Possibilités industrielles

135. Le représentant de la Birmanie a noté avec plaisir que le plan relatif au développement des pêcheries aux Palaos avait été mis à exécution. Il a exprimé l'espoir qu'avec le temps le volume des importations de conserves de poisson serait réduit, ce qui permettrait de faire des investissements dans d'autres domaines de l'activité économique.

136. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante serait en mesure d'annoncer, l'année suivante, qu'une expérience analogue à celle des Palaos en matière de pêcheries aura été faite dans d'autres parties du Territoire avec un égal succès. Il a également déclaré que d'autres industries, comme celles des conserves et du sucre, pourraient être créées dans le Territoire dans l'intérêt des Micronésiens eux-mêmes.

137. Le représentant de la Chine a invité instamment la population à donner un appui sans réserve au projet de développement des pêcheries dans les Palaos.

138. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que, pendant treize ans d'administration, les Etats-Unis n'avaient pas été capables d'aider la population à construire une seule usine de conserves de poisson ni à rétablir les industries détruites pendant la guerre.

Agriculture

139. Le représentant du Royaume-Uni a fait sienne l'opinion de la Mission de visite concernant l'importance, en général, de la vulgarisation et de la formation agricoles, et il a noté avec satisfaction les succès obtenus dans la lutte contre les nombreuses espèces de parasites des plantes dont le Territoire est infesté.

140. Le représentant de la Birmanie a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle déploie pour remettre en état les cocoteraies des régions dévastées.

141. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que l'agriculture du Territoire était très arriérée et que c'était encore une agriculture de subsistance. L'Administration possédait 60 pour 100 de la superficie

totale des terres; la moitié de cette superficie pouvait être cultivée, mais elle ne l'était pas. La seule culture d'exportation importante était celle du coprah dont la production avait beaucoup baissé pour des raisons bien connues.

142. Le représentant de l'Italie a exprimé l'espoir qu'une solution satisfaisante à la question des dommages de guerre, qui préoccupait tant de Micronésiens, serait trouvée dans un proche avenir.

143. Le représentant de la Chine a estimé qu'au bout de quelques années, la population avait le droit d'être informée de toute décision relative à la politique de l'Autorité administrante à ce sujet, et il s'est déclaré heureux d'apprendre que l'Administration était disposée à examiner attentivement cette question.

Commerce et négoce

144. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction la déclaration du Représentant spécial concernant l'entrée en fonctions d'une société de crédit et l'intention de l'Administration d'encourager la création d'autres sociétés du même genre.

145. Le représentant de la Birmanie a été heureux d'apprendre que l'Autorité administrante encourageait les Micronésiens à développer leur artisanat et à en améliorer la qualité et leur enseignait de meilleures méthodes de fabrication et d'écoulement de leurs produits.

146. Le représentant d'Haïti a recommandé à l'Autorité administrante de ne pas perdre de vue que, si les prix du coprah continuaient à baisser encore pendant deux ans, les réserves du Fonds de stabilisation du coprah pourraient s'épuiser.

Il a également suggéré la création de banques de développement dans les divers districts sous la surveillance de fonctionnaires qualifiés. En attendant de trouver une formule appropriée, on pourrait envisager la création immédiate de petites banques coopératives ou d'associations d'épargne, de prêt et de crédit.

147. Le représentant de l'Inde a suggéré la création de caisses d'épargne postales.

148. Le représentant de la République arabe unie s'est déclaré déçu des conclusions négatives de l'enquête bancaire et a demandé instamment à l'Autorité administrante de reprendre l'étude de cette question. A son avis, les services bancaires étaient devenus une nécessité; il faudrait créer des succursales de banques dans les centres groupant plus de 3.000 habitants et initier aux opérations bancaires un certain nombre de Micronésiens.

149. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a constaté que les habitants autochtones ne pouvaient pas vendre leur coprah sur le marché mondial, parce que les prix en étaient fixés par l'Office de stabilisation, où ne siégeait qu'un seul Micronésien, et que l'écoulement du coprah était le monopole d'une société américaine.

Transports et communications

150. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait observer que, depuis le début de l'administration actuelle, on n'avait remis en état que quarante kilomètres de routes et qu'en général les services de transports étaient insuffisants. Cette situation entravait le développement économique du Territoire.

IV. PROGRES SOCIAL

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

Services médicaux et sanitaires

151. Le gouvernement du Territoire gère un service médical et sanitaire pour lequel il a dépensé 644.519 dollars au cours de l'exercice financier 1958, contre 718.684 dollars l'année précédente. Pour l'exercice financier 1959, ce montant devait dépasser 730.000 dollars, ce qui représente 10 pour 100 du budget total du Territoire. Le Territoire possède neuf hôpitaux, disposant de 10 à 169 lits. La construction d'un dixième hôpital auxiliaire a été entreprise à Jabor et devrait être achevée cette année. Le Territoire dispose en outre de 125 dispensaires de district (contre 123 pendant la période précédente), ainsi que de léproseries. Au cours de l'année considérée, l'effectif du personnel non-autochtone était de 27 personnes (dont huit médecins et un dentiste), contre 29 personnes l'année précédente. L'effectif total du personnel micronésien s'élevait en 1958 à 457 (dont 50 praticiens médicaux et dentaires, internes compris, et 52 infirmières diplômées), contre 438 (dont 49 praticiens médicaux et dentaires, internes compris, et 48 infirmières diplômées) en 1957. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a indiqué qu'on projetait de commencer la construction d'un nouvel hôpital à Majuro en 1961.

152. A sa vingt-deuxième session, le Conseil a félicité l'Autorité administrante du succès enregistré dans son programme de formation sanitaire de Micronésiens. L'Autorité administrante a déclaré que son programme consistant à nommer des Micronésiens à des postes comptant des responsabilités a été intensifié pendant l'année considérée. Vingt-sept praticiens médicaux micronésiens qualifiés et trois internes travaillaient dans le domaine de la santé publique. En outre, sept étudiants en médecine poursuivaient leurs études à l'Ecole centrale de médecine des îles Fidji, où l'ancien programme d'études de 4 ans vient d'être remplacé par un programme de 5 ans, et quatre autres étudiants entreprendraient leurs études l'année suivante. Cinq praticiens médicaux recevaient une formation complémentaire à l'hôpital d'Hilo (Hawaii). En 1958, 32 Micronésiens ont été envoyés à Guam, pour y recevoir une formation en matière d'assainissement et l'on

envisage d'envoyer des groupes analogues à Guam en 1960. L'Autorité administrante a fait savoir, en outre, qu'exception faite d'un Américain, tous les travaux dentaires sont effectués dans le Territoire par un personnel de 16 dentistes micronésiens et 4 dentistes internes.

153. La Mission a été informée que le médecin américain de Yap serait remplacé par un Micronésien vers le milieu de 1959 et que le directeur américain des services dentaires, qui doit prendre sa retraite très prochainement, a recommandé qu'on nomme un Micronésien à son poste. La Mission a également appris que le remplacement de médecins américains par des praticiens micronésiens qualifiés n'avait nullement eu pour effet de diminuer la qualité des services rendus à la population du Territoire et que l'exécution du programme de remplacement avait pleinement démontré la compétence du personnel micronésien.

154. Quant à la possibilité d'envoyer des étudiants micronésiens aux Etats-Unis ou ailleurs pour faire leurs études dans des écoles de médecine qui leur délivreraient un diplôme de médecin pleinement qualifié, la Mission a signalé que, si l'aspect financier de ce problème pouvait être réglé grâce aux crédits que peut octroyer le fonds de bourses d'études médicales créé à cette fin, aucun des établissements étrangers n'avait jusqu'ici consenti à abaisser les normes exigées pour l'admission des étudiants. En outre, ce n'est que depuis peu que les études secondaires atteignent, dans le Territoire, le niveau que les grandes universités exigent pour les études de médecine. La Mission a cependant été informée qu'un ou deux jeunes Micronésiens semblaient pouvoir obtenir des bourses d'études médicales.

155. La Mission s'est félicitée de la valeur du travail accompli par les praticiens micronésiens dans tout le Territoire. Cependant, elle a reçu de nombreuses demandes de Micronésiens qui auraient voulu que des médecins pleinement qualifiés, de nationalité américaine ou autre, soient affectés dans les différents districts tant que des médecins micronésiens pleinement qualifiés ne seraient pas en mesure de prendre leur place. Comme l'on prévoit qu'à la fin de 1959 il n'y aura plus dans le Territoire que deux médecins pleinement qualifiés, la Mission a estimé qu'il conviendrait peut-être de s'assurer le concours de plusieurs autres médecins qualifiés qui exerceraient dans le Territoire jusqu'au moment où des médecins micronésiens ayant reçu une formation complète pourraient prendre leur relève. La Mission a suggéré à l'Autorité administrante d'envisager la possibilité de s'assurer les services de quelques médecins de la marine des Etats-Unis, qui seconderaient le personnel des services médicaux du Territoire en effectuant des

visites périodiques dans les divers districts. D'autre part, comme la formation donnée actuellement à Suva et la formation complémentaire donnée aux Micronésiens exigent au moins huit années d'études et d'exercices pratiques et que la préparation appropriée est dispensée actuellement par l'Ecole centrale des îles du Pacifique, la Mission a considéré qu'il n'y avait pas lieu d'attendre plus longtemps pour choisir un certain nombre de Micronésiens qui se rendraient à l'étranger pour y faire des études complètes de médecine.

156. L'Autorité administrante a fait savoir en outre qu'elle poursuivait sa politique consistant à créer des petits hôpitaux auxiliaires et des dispensaires dans les îles extérieures au fur et à mesure qu'elle disposait du personnel nécessaire et qu'elle avait intensifié le programme de formation d'auxiliaires sanitaires pour les îles extérieures dans tous les hôpitaux de district. La Mission a relevé qu'on envisageait de construire dix petits hôpitaux auxiliaires dans les îles éloignées. Ces hôpitaux permettraient non seulement de décongestionner les hôpitaux de district, mais aussi de réduire les frais de transport. On envisageait aussi de mettre en service trois nouveaux bateaux-dispensaires pour des tournées dans les districts des îles Marshall, de Truk et de Yap, afin de compléter les moyens existants. La Mission a noté qu'il y aurait lieu d'agrandir les installations médicales des îles éloignées, qui doivent très souvent faire appel aux services du personnel des chefs-lieux de district. Elle a considéré que l'exécution des plans prévus actuellement rendrait les habitants des îles éloignées moins tributaires des services réguliers de transport et d'autres services assurés par les centres de district et leur permettrait de recevoir des soins médicaux plus adéquats. La Mission a donc exprimé l'espoir que l'Administration ne ménagerait aucun effort pour appliquer rapidement les plans qu'elle avait établis.

157. De nombreuses personnes se sont plaintes auprès de la Mission au sujet des honoraires médicaux et dentaires et la Mission a estimé que si les barèmes fixés pour les honoraires ainsi que les méthodes de paiement n'étaient pas uniformisées, ces honoraires n'auraient sans doute qu'un faible intérêt éducatif, si tant est qu'ils présentent un intérêt quelconque. Elle a donc suggéré que l'Administration envisage d'abolir ces honoraires, à moins qu'il soit possible d'instituer un système plus équitable.

158. La Mission a été très impressionnée par l'attention accordée à l'amélioration des services d'assainissement, et elle a appris qu'au lieu de compter uniquement

sur l'application des règlements de police pour améliorer les conditions sanitaires, le Département compétent avait décidé de recourir surtout à des méthodes éducatives.

159. La Mission a également été impressionnée par l'oeuvre accomplie par l'Ecole de soins infirmiers du Territoire sous tutelle, créée à Palao en 1953. Depuis sa fondation, cette Ecole a délivré des diplômes à 30 infirmières, dont 21 sont également diplômées de l'Ecole centrale des îles du Pacifique.

160. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que pendant l'année la lutte contre la tuberculose avait particulièrement retenu l'attention. Le programme de vaccination par le BCG s'était poursuivi et un centre spécial de lutte contre la tuberculose avait été ouvert dans le district de Truk sous la direction du Sous-Directeur des services de santé qui, avec un praticien médical micronésien venu de Saïpan, a participé à une conférence sur la tuberculose réunie au Samoa américain par les soins de la Commission du Pacifique-Sud. Deux auxiliaires médicaux micronésiens suivent aussi un cours de perfectionnement pour la lutte contre la tuberculose à Suva (Fidji), sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé.

161. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil félicite l'Autorité administrante de ses réalisations dans le domaine de la santé publique et de l'oeuvre accomplie par le personnel médical micronésien. Il a entendu avec satisfaction le Représentant spécial déclarer que, tant qu'il n'y aurait pas un nombre suffisant de médecins diplômés micronésiens, des médecins américains continueraient à assurer la direction du service médical, et que la mise en service de nouveaux bateaux-dispensaires figure parmi les plans à long terme de l'Administration. Le Conseil suggère à l'Autorité administrante de reviser les tarifs des services médicaux et dentaires.

Le Conseil appelle l'attention de l'Autorité administrante sur les observations et recommandations de l'Organisation mondiale de la santé relatives aux conditions sanitaires dans le Territoire^{1/}.

^{1/} T/1470.

Entrée de citoyens japonais

162. La Mission a reçu une requête de la population de Peleliu demandant qu'une femme de Palao, qui avait épousé un Japonais et vivait actuellement avec sa famille au Japon, puisse obtenir l'autorisation de revenir à Palao. La Mission a appris qu'en raison du fait que les citoyens japonais ne sont pas autorisés à émigrer dans le Territoire sous tutelle, il n'avait pas été donné suite à cette demande, mais il a été indiqué que les intéressés pourraient être autorisés à se rendre dans le Territoire pour une période limitée, au cours de laquelle ils pourraient demander la nationalité du Territoire sous tutelle. On se souviendra que les Missions précédentes avaient reçu des requêtes analogues. La Mission a appris qu'au cours des premières années qui ont suivi la mise en place de l'administration actuelle du Territoire, aucune autorisation de retour n'avait été accordée. Cependant, plusieurs demandes avaient été examinées pendant ces dernières années et, dans certains cas, les intéressés ont été autorisés à entrer dans le Territoire. Pour ce qui est du cas en question, la Mission a suggéré aux habitants de Peleliu de s'adresser à nouveau à l'Administrateur du district des Palaos pour qu'il examine la question; celui-ci a déclaré qu'il était disposé à étudier à nouveau l'affaire.

Main-d'oeuvre

163. Les salariés ne représentent encore qu'une petite minorité de la population. A la fin de juin 1958, le nombre total des autochtones salariés était estimé à 4.999 (soit 798 de plus qu'au cours de la période précédente), la plupart d'entre eux travaillant dans les districts de Saïpan, de Ponapé et des Palaos. L'Administration, qui occupe environ 2.500 personnes, est le principal employeur. Rares sont ceux qui voyagent d'un district à l'autre pour chercher du travail. Les conditions d'emploi et les taux des salaires des travailleurs micronésiens sont en général ceux que prévoit pour les employés micronésiens le Title and Pay Plan de l'Administration. Ces conditions d'emploi et ces taux de salaires font l'objet d'examen périodiques, destinés à éviter que le recrutement du personnel de l'Administration ne porte préjudice à la libre concurrence sur le marché de la main-d'oeuvre.

Observations des membres du Conseil de tutelle
ne représentant que leurs propres opinions

Considérations générales

164. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a émis l'avis que la publication d'un livre sur les systèmes traditionnels, nombreux et variés, d'occupation des terres présenterait un très grand intérêt et une importance considérable pour le progrès social du Territoire.

165. Le représentant de la Birmanie a été heureux de constater qu'en dépit de la diversité des formes culturelles et sociales du Territoire, la population a de plus en plus conscience du rôle efficace que les femmes de Micronésie pouvaient jouer dans le développement de leur pays. Il a été heureux également d'apprendre que des groupes de femmes et de jeunes gens s'organisaient en vue du progrès social et de l'aménagement des collectivités et il a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante allouerait des crédits suffisants pour encourager la réalisation de projets de développement communautaire.

166. Le représentant de l'Inde a émis l'avis que le concours de l'Organisation internationale du Travail devrait être recherché pour le développement des industries artisanales dans le Territoire.

Services médicaux et sanitaires

167. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a exprimé l'espoir que la question du remplacement du bateau de tournées médicales et de la possibilité d'accroître le nombre de bateaux de ce genre serait examinée avec bienveillance dans un proche avenir.

168. Le représentant de la Birmanie a noté que, malgré les typhons qui avaient dévasté certaines îles du Territoire, l'Autorité administrante avait pu poursuivre l'exécution de son programme de construction d'hôpitaux, et il a exprimé l'espoir qu'elle serait bientôt en mesure de restaurer les vieux hôpitaux existants. Il a également insisté sur la nécessité de décentraliser autant que possible les services médicaux et d'utiliser des bateaux de tournées d'inspection médicale dans tous les districts du Territoire. La délégation birmane estimait que, puisqu'il n'était pas possible de mettre en vigueur un système plus équitable et puisque la valeur éducative du système actuel était douteuse, l'Administration devrait envisager d'abolir complètement le paiement des soins médicaux et dentaires.

169. Le représentant de la République arabe unie a estimé que les observations de l'Organisation mondiale de la santé présentaient un très grand intérêt. Il a noté avec une grande satisfaction que la construction d'hôpitaux avait continué à progresser pendant la période considérée. Il a appelé l'attention de l'Autorité administrante sur les besoins des îles éloignées, ainsi que sur l'intérêt qu'il y avait à ce que les auxiliaires médicaux deviennent des médecins diplômés. Tout en reconnaissant que le montant perçu au titre des frais médicaux était minime et qu'il n'était pas exigé des malades indigents, il a émis l'avis que le paiement des soins médicaux et dentaires devrait être complètement aboli.

170. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que des crédits plus importants devraient être prélevés sur le budget de l'Autorité administrante pour améliorer la situation sanitaire du Territoire et permettre l'exécution de projets importants. Il a estimé, comme d'autres membres du Conseil, que les services médicaux devraient être gratuits dans le Territoire.

171. Le représentant de la France a félicité l'Autorité administrante de son programme médical qui prévoyait la création de petits hôpitaux auxiliaires et de dispensaires dans les îles éloignées. Il a noté également que la Mission de visite avait été très impressionnée par l'attention accordée aux problèmes de l'hygiène et de l'assainissement.

172. Le représentant de la Chine a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait accéléré la formation de Micronésiens pour leur permettre d'assumer des responsabilités de plus en plus grandes dans le domaine de la santé publique.

173. Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré que, tant qu'il n'y aurait pas un nombre suffisant de Micronésiens possédant tous les titres requis pour exercer la profession de médecin, des médecins américains continueraient à contrôler les activités exercées dans le domaine médical. Il a ajouté que l'acquisition de bateaux de tournées médicales dont on avait parlé au cours du débat faisait partie du plan à long terme de l'Administration.

Main-d'oeuvre

174. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a émis l'avis qu'il était grand temps que l'Autorité administrante mette de l'ordre dans les salaires et les conditions de travail des autochtones. Il ne pouvait admettre qu'un Micronésien faisant le même travail qu'un citoyen des Etats-Unis gagne quatre fois moins. On ne pouvait se contenter d'entendre affirmer que les habitants

/...

autochtones dont le salaire n'était que de 15 cents par heure n'étaient pas dans une situation proche de la misère. Il a aussi déclaré que, puisque le nombre des accidents du travail avait doublé depuis 1957, il était indispensable d'instituer un service d'inspection médicale dans les entreprises et de promulguer des lois spéciales sur la sécurité du travail et les assurances sociales.

V. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Aperçu de la situation et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle

175. En 1958, le nombre total des écoles du Territoire s'élevait à 211 (202) (les chiffres relatifs à 1957 sont donnés entre parenthèses), dont 186 (180) étaient des écoles primaires, 18 (18) des écoles moyennes et 7 (4) des écoles secondaires. Parmi ces écoles, 164 (161) écoles primaires, 6 (6) écoles moyennes et 1 (1) école secondaire étaient des écoles publiques, et 22 (19) écoles primaires, 12 (12) écoles moyennes et 6 (3) écoles secondaires étaient des écoles de missions. En 1958, l'effectif des écoles primaires atteignait 11.501 élèves, soit une augmentation de 999 élèves par rapport à 1957; sur ce nombre, 9.335 élèves fréquentaient les écoles publiques. Le nombre des élèves inscrits dans les écoles moyennes était de 1.548, soit 173 de plus que l'année précédente, et le nombre des élèves inscrits dans les écoles secondaires était de 273, soit 55 de plus qu'en 1957. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait noté avec satisfaction qu'un nombre croissant d'étudiants micronésiens poursuivaient des études supérieures hors du Territoire, que des bourses d'études avaient été accordées dans presque tous les districts pour permettre à des Micronésiens d'obtenir une formation plus poussée à l'étranger et qu'un nouveau programme spécial d'octroi de bourses pour des études universitaires complètes dans divers domaines avait été adopté. Pendant l'année considérée, le nombre des étudiants poursuivant des études supérieures est passé de 475 à 476, dont 235 étudiaient à l'étranger. Parmi eux, 136 étudiants fréquentaient les écoles secondaires de Guam, 12 fréquentaient le Collège territorial de Guam, et d'autres fréquentaient des établissements d'enseignement supérieur à Hawaii (52), aux Philippines (10) et aux Etats-Unis et à Fidji (25). En 1958, 270 étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur dans le Territoire ou à l'étranger étaient titulaires de bourses diverses (de l'Administration, des missions, etc.) contre 211 en 1957. En 1958, 18 bourses du Territoire sous tutelle ont été accordées. En outre, sept bourses d'études pour l'obtention d'un diplôme complet ont été accordées, trois dans le domaine de l'enseignement, une dans celui du droit, deux dans celui de l'agriculture, et une pour le développement de la pêche et la bromatologie.

176. En 1958, les dépenses du Territoire pour l'enseignement se sont élevées à 596.577 dollars (505.368 dollars en 1957). La Mission de visite a estimé que cette somme était trop faible pour répondre à tous les besoins des établissements d'enseignement du Territoire. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a précisé qu'en 1958, en plus des 596.000 dollars affectés aux écoles publiques, l'Administration avait consacré 102.000 dollars à la construction de nouvelles écoles. Près de 700.000 dollars ont donc été directement dépensés pour les écoles publiques. En outre, les contributions des municipalités, qui s'étaient élevées l'année précédente à plus de 157.000 dollars, ne sauraient être distinguées du reste des dépenses au titre de l'enseignement. D'autre part, les missions ont contribué pour 145.000 dollars au fonctionnement des écoles. De même que pour les municipalités, ce chiffre ne donne pas une indication réelle des coûts, car un grand nombre d'instituteurs de missions travaillent sans être rémunérés et les écoles de missions reçoivent une assistance considérable des collectivités locales sous la forme de dons et de services. Ainsi, plus d'un million de dollars ont été dépensés en 1958, au titre de l'enseignement.

177. A sa vingt-deuxième session, le Conseil avait félicité l'Autorité administrante des progrès réalisés en matière d'enseignement et de l'aide financière apportée aux collectivités locales pour la construction de nouveaux bâtiments scolaires et d'autres installations. Le Conseil s'était réjoui que l'Autorité administrante eût annoncé que le succès du programme de formation d'instituteurs pour le district de Truk avait conduit à l'élaboration de programmes analogues dans tous les chefs-lieux de district. L'Autorité administrante a indiqué dans son rapport qu'on a construit pendant la période considérée, au titre du programme de subventions, huit nouvelles écoles primaires, dont l'école primaire à huit salles de classe de la municipalité de Moen à Truk et l'école primaire très moderne à sept salles de classe de la municipalité de Rita dans les îles Marshall. L'Autorité administrante a continué d'accorder son aide à l'enseignement moyen, et de son côté la population a témoigné d'un intérêt accru pour ce niveau d'enseignement. Grâce à ces efforts conjugués, une nouvelle école moyenne publique, la septième du Territoire et la première qui soit située en dehors d'un chef-lieu de district, a été construite à Kusaie et doit être ouverte à l'automne de 1958. En ce qui

concerne le programme de formation d'instituteurs, il a été indiqué dans le rapport que le nombre des instituteurs est passé de 589 (dont 271 instituteurs autochtones non diplômés et 198 diplômés) à 609 (y compris 285 instituteurs autochtones non diplômés et 236 diplômés). En même temps, les maîtres chargés de la formation ont poursuivi leur oeuvre dans les régions éloignées. Jusqu'à présent, on a créé dans trois districts des établissements de formation pédagogique pourvus de moyens de démonstration. On projette la création d'établissements de ce genre dans d'autres districts.

178. La Mission a appris qu'au cours des dernières années, on a étudié avec attention les problèmes créés par la difficulté de former des maîtres micronésiens plus qualifiés et que chaque district, malgré de nombreuses difficultés sur le plan local, a consacré beaucoup de temps et d'efforts à la formation de maîtres micronésiens pour les écoles primaires et moyennes. Toutefois, en raison de la pénurie de personnel américain et des limitations d'ordre budgétaire, la formation des maîtres se fait très lentement. Il semble que l'on pourrait corriger cette situation en engageant comme professeurs des Micronésiens qualifiés.

179. La Mission a également appris que, pour surveiller de plus près l'enseignement élémentaire donné dans les îles éloignées, les maîtres américains étaient détachés plus souvent et pour plus longtemps que par le passé dans les îles éloignées pour aider les écoles locales. La Mission a estimé que l'Administration devrait redoubler d'efforts dans ce domaine car elle a constaté que des instituteurs locaux ne semblaient pas toujours être à la hauteur de la tâche. Par suite de cette insuffisance, les élèves des îles éloignées, n'ayant pas fait les mêmes études, sont défavorisés par rapport aux élèves des chefs-lieux de district. Etant donné que l'Administration a toujours souligné la nécessité de faire reposer le système d'enseignement sur les collectivités locales, elle devrait, de l'avis de la Mission, accorder aux îles éloignées une aide plus grande qu'à présent, aussi bien sous forme financière que par l'envoi de personnel de direction, si elle veut que les jeunes Micronésiens de ces îles soient aussi bien préparés et formés que les autres élèves du Territoire pour poursuivre leurs études.

180. La Mission a appris que l'Administration, dans ses efforts pour développer le système scolaire du Territoire, se heurte à deux grands problèmes : celui de la nécessité de donner à la population le sens des responsabilités qui lui

incombent en matière d'enseignement, et celui de la formation aussi rapide que possible de maîtres micronésiens capables d'enseigner dans les écoles du Territoire. Deux autres problèmes qui continuent à gêner le développement de l'enseignement dans le Territoire sont celui de l'insuffisance des crédits et celui de la préparation, de l'impression et de la publication de manuels. Toutefois, malgré les limitations budgétaires et l'insuffisance de l'équipement scolaire, l'Administration a déclaré qu'elle a pu, au cours de l'année écoulée, mieux satisfaire les besoins toujours croissants des services de l'enseignement des divers districts.

181. La Mission a reconnu, comme l'a fait la Mission précédente, que l'une des tâches les plus difficiles pour l'éducateur était de trouver le juste milieu entre la souplesse et l'uniformité dans l'application de la politique de l'enseignement. Toutefois, lorsque ce résultat est acquis dans l'enseignement primaire, cela facilite certainement le développement d'un bon enseignement secondaire. L'une des conditions nécessaires pour atteindre cet objectif est l'octroi de crédits suffisants. La Mission a estimé que l'inégalité du niveau des connaissances des élèves selon les districts était due pour une part à l'absence de manuels uniformes dans l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire et à l'insuffisance des crédits pour la préparation et la publication de ces livres.

182. On a également relevé un autre défaut d'uniformité en ce qui concerne la rémunération des instituteurs qui, d'après les renseignements recueillis par la Mission, varie d'un district à l'autre, selon les possibilités financières des autorités locales. A ce sujet, la Mission a rappelé à l'Administration que la Mission précédente et le Conseil de tutelle avaient signalé les dangers qu'il y aurait à trop alourdir les charges financières des municipalités. La Mission a été informée qu'on avait pris ces observations en considération mais que, de l'avis de l'Administration, les charges de l'enseignement primaire sont équitablement réparties entre les municipalités qui doivent rémunérer les instituteurs et l'Administration qui assure la direction et donne les fournitures nécessaires. La Mission a été en outre informée que l'Administration n'a pas trouvé beaucoup de cas où les pouvoirs locaux ne pouvaient pas faire face aux dépenses d'entretien de leurs écoles.

183. La Mission a reconnu les raisons pour lesquelles l'Administration avait tenu à associer les collectivités locales à la gestion de leurs écoles et à leur confier de plus en plus la responsabilité financière de l'entretien de ces écoles. La Mission a pu constater cependant à bien des signes que de nombreuses collectivités avaient de la difficulté à faire face à leurs charges financières au stade actuel de leur développement économique et devraient peut-être recevoir des fonds supplémentaires de l'Administration si l'on voulait parvenir au degré d'uniformité souhaitable. La Mission a considéré également que l'Administration devrait accorder un appui financier plus important aux services d'enseignement afin qu'ils puissent apporter aux bâtiments scolaires et à leur équipement les améliorations qui sont très nécessaires et assurer une plus grande uniformité du niveau de l'enseignement dans tout le Territoire.

184. La Mission a estimé que l'Ecole centrale des îles du Pacifique était le seul établissement public du Territoire donnant un enseignement secondaire complet de trois années et l'une des institutions sur lesquelles on pouvait compter le plus pour faire disparaître l'inégalité du niveau des connaissances. Elle a exprimé l'espoir que cette école sera complètement assimilée aux écoles secondaires des Etats-Unis; dans ce cas, les élèves micronésiens de l'école pourraient entrer dans les universités américaines au même titre que les élèves des écoles secondaires des Etats-Unis. La Mission a appris que cette école serait transférée à Papua au cours de l'année 1959. A la vingt-quatrième session, le Représentant spécial a informé le Conseil que la nouvelle école pourrait ouvrir en août 1959 et que ses effectifs passeraient de 120 à 150 élèves, et davantage encore les années suivantes; on espère que dans les cinq ans la majorité des membres du personnel enseignant seront des Micronésiens. Le Représentant spécial a également indiqué que, outre l'Ecole centrale des îles du pacifique, il existait actuellement trois institutions privées d'enseignement secondaire dans le territoire.

185. A l'Ecole centrale des îles du Pacifique ainsi qu'à l'Université d'Hawaii, on a demandé à la Mission que les bourses actuelles de deux ans soient remplacées par des boursés de quatre ans, ce qui permettrait aux étudiants micronésiens qualifiés d'obtenir un diplôme universitaire complet; on a demandé aussi l'augmentation du nombre des bourses. La Mission a estimé que cette idée n'était pas dénuée d'intérêt, étant donné que des Micronésiens sortant de l'Ecole centrale des

îles du Pacifique rempliront bientôt les conditions requises pour être admis dans des universités étrangères. La Mission s'est déclarée certaine que l'Administration s'intéressait à la question et s'efforcerait d'apporter les améliorations que l'évolution de la situation rendrait nécessaires.

186. La Mission a estimé que deux autres problèmes devaient aussi retenir l'attention; la nécessité d'améliorer l'enseignement de l'anglais et le besoin d'accélérer la formation professionnelle. En ce qui concerne l'enseignement de l'anglais, la Mission a appris qu'en 1958 l'Administration a adopté la méthode Fries et l'emploi de textes qui avaient été conçus à l'origine pour l'enseignement de l'anglais comme seconde langue à Porto-Rico. Cette méthode a donné satisfaction et tous les districts du Territoire l'ont maintenant adoptée pour la formation des maîtres. La Mission s'est déclarée satisfaite de cette mesure et a espéré qu'elle permettrait de remédier à un défaut actuel de l'enseignement.

187. En ce qui concerne la formation professionnelle, la Mission a appris qu'une commission spéciale avait été chargée en 1958 d'étudier le programme d'études de l'Ecole centrale des îles du Pacifique et tout particulièrement la place faite à l'enseignement professionnel. La Commission a estimé que les cours que pourraient suivre les élèves devraient porter, la première année, sur des notions de commerce, d'agriculture, d'hygiène familiale, de menuiserie, de mécanique automobile et d'électricité. Ces cours seraient ajoutés au programme d'études sans que l'on supprime aucune des matières enseignées actuellement à l'Ecole centrale des îles du Pacifique. La Mission a estimé que l'Administration devrait étudier d'urgence comment elle pourrait augmenter les moyens de formation professionnelle dans l'ensemble du Territoire. Elle a recommandé en particulier que l'Administration étudie la possibilité de créer dans le Territoire une école d'agriculture qui serait rattachée à l'Ecole centrale des îles du Pacifique. La Mission a suggéré également que l'Administration s'efforce de recruter à l'extérieur du Territoire du personnel qualifié afin de donner à des Micronésiens une formation spécialisée. La Mission a loué aussi l'oeuvre accomplie par les missions religieuses en matière d'enseignement primaire et secondaire.

188. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté les recommandations et conclusions suivantes :

Le Conseil note avec satisfaction les progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement et est heureux de constater que l'Autorité administrante envisage d'élargir les services d'enseignement professionnel et agricole. Il accueille également avec satisfaction la décision d'accorder un plus grand nombre de bourses pour quatre années d'études supérieures à l'étranger, et exprime l'espoir que les écoles secondaires formeront un nombre sans cesse croissant de candidats suffisamment qualifiés pour profiter de ces bourses.

Le Conseil propose que l'Autorité administrante accorde une plus grande attention à la formation des instituteurs et qu'elle continue à se préoccuper de la création d'un système d'enseignement uniforme.

Le Conseil félicite l'Autorité administrante des mesures qu'elle a prises pour diffuser des renseignements concernant l'Organisation des Nations Unies dans le Territoire.

Observations des membres du Conseil de tutelle
ne représentant que leurs propres opinions

189. Le représentant du Royaume-Uni a émis l'avis que, pour accroître le nombre des étudiants micronésiens capables, par la suite, de faire des études supérieures à l'étranger, l'Autorité administrante ne devrait pas hésiter à offrir de l'extérieur un encouragement aux collectivités locales, qui jouissaient à juste titre d'une grande latitude dans l'administration de leurs écoles élémentaires.

190. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a noté avec satisfaction le transfert à Ponapé de l'Ecole centrale des îles du Pacifique et a estimé que le Conseil devrait approuver la politique de l'Autorité administrante qui tendait à agrandir et à aménager cette école.

191. Le représentant de la Birmanie a été heureux de noter que les étudiants de l'Ecole centrale des îles du Pacifique manifestaient un intérêt et un enthousiasme de plus en plus grands pour les problèmes qui se posent dans le Territoire. Il s'est déclaré persuadé que, sous la direction de professeurs dévoués et compétents, l'Ecole centrale des îles du Pacifique fournirait bientôt un nombre croissant de diplômés capables de poursuivre à l'étranger des études leur permettant d'acquérir des diplômes universitaires.

192. Le représentant du Paraguay a félicité l'Autorité administrante d'accorder un grand nombre de bourses à des étudiants micronésiens pour leur permettre de recevoir un enseignement universitaire complet.

193. Le représentant d'Haïti a félicité l'Autorité administrante des résultats obtenus dans le domaine de l'enseignement et il a noté qu'une vingtaine d'étudiants poursuivaient des études qui leur permettraient d'obtenir un diplôme. Il a noté avec satisfaction que la formation pédagogique avait atteint un niveau satisfaisant. Il était persuadé que l'Autorité administrante poursuivrait ses efforts dans ce domaine et que son programme de construction d'écoles, d'élévation du niveau des études pour qu'il corresponde à celui des écoles métropolitaines et d'octroi d'un nombre croissant de bourses d'enseignement professionnel contribuerait au progrès du Territoire.

194. Le représentant de la République arabe unie a estimé que la formation de maîtres qualifiés, le développement des programmes d'enseignement et l'établissement de normes appropriées de l'enseignement pour tout le Territoire contribueraient à une amélioration sensible dans ce domaine vital. Il faudrait construire de toute urgence de nouveaux bâtiments pour les écoles secondaires des Palaos, de Truk, de Ponapé et des îles Marshall. La nouvelle Ecole centrale des îles du Pacifique faisait honneur à l'Administration et son programme était très satisfaisant. Il a demandé à l'Autorité administrante de prier l'UNESCO d'envoyer un expert pour donner des avis sur les mesures à prendre pour améliorer l'enseignement en Micronésie.

195. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la situation de l'enseignement ne s'était pas améliorée, parce que les municipalités n'avaient pas les moyens de construire de nouvelles écoles, d'assurer l'entretien des anciennes, ni de rémunérer convenablement les instituteurs. Il a en conséquence émis l'avis que l'Autorité administrante devrait allouer des crédits plus importants pour améliorer la situation de l'enseignement dans le Territoire.

196. Le représentant de la France s'est déclaré persuadé que l'Autorité administrante ne relâcherait pas ses efforts visant à instaurer un système d'enseignement uniforme. Il a également noté le rôle important, bien qu'indirect, joué par l'Ecole centrale des îles du Pacifique dans la naissance d'une conscience

micronésienne commune. Dans cet ordre d'idées, il convenait de développer chez les collectivités locales le sens des responsabilités en leur confiant l'administration de leurs écoles élémentaires.

197. Le représentant de l'Australie a noté que la Mission de visite avait souligné la nécessité d'améliorer l'enseignement de l'anglais dans le Territoire, et il était heureux d'apprendre que l'Autorité administrante se rendait parfaitement compte de l'urgence de ce besoin.

198. Le représentant de la Chine a été heureux de noter que les Micronésiens prenaient progressivement en charge l'administration et la gestion des services de l'enseignement et que les collectivités locales jouaient un rôle plus actif, par l'intermédiaire de leurs conseils de l'enseignement primaire, dans l'élaboration de leur politique de l'enseignement. Il a également constaté qu'un nombre croissant de maître mieux qualifiés étaient formés dans le Territoire et que l'on attachait plus d'importance à l'enseignement professionnel. A ce propos, il a déclaré que, puisque le développement de l'agriculture était très important pour l'économie du Territoire, l'Autorité administrante ne devrait épargner aucun effort pour créer un centre de formation agricole dans le Territoire.

VI. FIXATION D'UN DELAI DEFINITIF ET D'ETAPES INTERMEDIAIRES
POUR L'ACCESSION DU TERRITOIRE A L'AUTONOMIE OU A
L'INDEPENDANCE

199. La politique de l'Autorité administrante a été résumée dans un rapport précédent du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité^{1/} et le rapport de l'Autorité administrante pour l'année considérée donne des renseignements supplémentaires. A la vingt-deuxième session du Conseil, le Représentant spécial, après avoir fait état de l'intérêt que le Conseil avait manifesté, les années précédentes, pour la fixation d'étapes, a déclaré qu'en voulant respecter de façon rigide une série de délais fixés, on risquerait fort de compromettre tout acheminement ordonné vers les objectifs politiques, économiques et sociaux souhaitables. En revanche, la fixation d'étapes comportant une certaine souplesse était indispensable pour une bonne planification et l'Administration estimait qu'elle devait s'efforcer d'atteindre les objectifs énumérés ci-après. Le Représentant spécial a ajouté que l'Administration du Territoire désirait respecter les étapes fixées, mais qu'il ne faudrait perdre de vue en aucun cas que la manière dont on atteint un but est aussi importante, sinon plus, que le simple fait de respecter un délai.

200. On pensait qu'en 1960, des congrès unicaméraux de district existeraient dans les districts de Ponapé, des îles Marshall, de Truk et des Palaos. Au cours des cinq années suivantes, dix municipalités par an, en moyenne, recevraient une charte et le Comité consultatif interdistricts qui exerce ses fonctions auprès du Haut-Commissaire serait transformé en 1965 en un conseil consultatif territorial élu. Le Représentant spécial avait déclaré aussi qu'il était de plus en plus évident qu'il ne serait pas possible de promulguer en 1960 la législation organique qui avait été annoncée, mais il a donné au Conseil l'assurance que l'Autorité administrante avait l'intention d'activer dans toute la mesure du possible la préparation de cette législation.

201. Le Représentant spécial a déclaré que si le programme de formation de l'Administration se poursuivait avec succès, on prévoyait que, dans huit ou dix ans, tout le personnel des services financiers et des services d'approvisionnement de district

^{1/} S/3656, par. 308 à 311.

se composerait de Micronésiens. Deux Micronésiens, auxquels avaient été récemment accordées des bourses spéciales pour des études de droit, deviendraient respectivement procureur général et défenseur public en 1965 s'ils terminaient avec succès leurs études et faisaient preuve des capacités voulues. Tous les districts du Territoire sauf deux auraient vraisemblablement des Micronésiens à la tête de leurs services de santé publique en 1959 et les deux autres districts en 1963. On prévoyait que, d'ici huit ans, tous les districts auraient des directeurs de l'enseignement micronésiens et qu'avant 1961, un Micronésien pleinement qualifié se verrait confier la gestion d'un programme agricole de district.

202. A la même session, le Conseil, rappelant ses recommandations antérieures au sujet de la fixation d'étapes intermédiaires dans le domaine politique et dans d'autres domaines, a pris note des étapes et dates revisées indiquées par l'Autorité administrante lors de sa vingt-deuxième session. Il a noté avec satisfaction qu'un congrès de district avait été créé à Truk trois ans avant la date primitivement prévue; il s'est également réjoui que des étapes intermédiaires aient été fixées dans tous les domaines et a exprimé l'espoir que la population du Territoire continuerait à coopérer avec l'Autorité administrante pour que ces étapes soient atteintes.

203. A la vingt-quatrième session du Conseil, le Représentant spécial a déclaré que l'objectif prévu pour l'octroi de chartes, soit dix municipalités en moyenne par an, avait été nettement dépassé, vingt nouvelles municipalités en ayant reçu une depuis juillet 1958, de sorte que 32 municipalités en sont aujourd'hui dotées. Depuis l'octroi d'une charte aux congrès unicaméraux de district de Ponapé et de îles Marshall, il y a actuellement quatre congrès de district unicaméraux, les deux autres étant ceux de Palaos et de Truk. Le Représentant spécial a précisé que les membres du Comité consultatif interdistricts auprès du Haut-Commissaire avaient été élus par des organes législatifs de district et que le Comité avait voté au cours de l'année considérée en faveur de l'élection de représentants pour des périodes chevauchant de façon que chaque délégation de district comprenne un membre ayant participé à la session de l'année précédente, pour assurer une continuité de représentation au Comité consultatif. Il a déclaré que cette mesure constituait un nouveau pas vers la transformation du Comité consultatif en un conseil consultatif territorial élu.

204. Dans le domaine de l'administration, le Représentant spécial a déclaré que les deux administrateurs adjoints de district américains seraient remplacés par des Micronésiens en 1964. En ce qui concerne la santé publique, des praticiens qualifiés micronésiens ont été nommés directeurs de district du service de la santé publique dans les districts de Palaos, de Rota et de Truk depuis le 1er juillet 1958 en plus des postes analogues déjà confiés à des Micronésiens à Ponapé et dans les îles Marshall. Il a annoncé que dans quatre ans, les fonctions de directeur des services dentaires et celles de directeur des services sanitaires seraient assumées par des Micronésiens. Selon les objectifs adoptés par l'Administration, la majorité des instituteurs de l'Ecole centrale des îles du Pacifique seront des Micronésiens avant cinq ans. Les objectifs prévus pour le projet pilote de pêche prévoient un bateau supplémentaire et l'extension du projet à Ponapé avant la fin de 1963. On envisage aussi de créer à Palaos une petite conserverie en 1965 et, comme première mesure à cet effet, l'Administration a accordé pendant l'année considérée une bourse à un Micronésien pour lui permettre de se spécialiser dans les questions de pêche et la bromatologie. Aussi peut-on espérer que, lorsque le projet de pêche sera suffisamment avancé pour qu'on aborde la construction de la conserverie pilote, un Micronésien qualifié en bromatologie sera en mesure d'assurer la direction des travaux.

205. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a adopté la conclusion suivante :

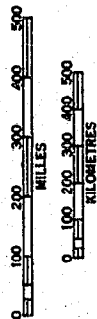
Le Conseil note avec satisfaction les renseignements relatifs à l'établissement des étapes et des dates indiquées par l'Autorité administrante dans le domaine politique et dans d'autres domaines intéressant le progrès du Territoire à la vingt-quatrième session du Conseil.

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

— Territorial limit
— District limit

(These lines indicate the territorial area and the districts of jurisdiction. They are not to be interpreted as boundaries.)

Source: Report on the Administration of the Trust Territory of the Pacific Islands, U.S. Navy Department, Washington, D.C., July 1946.



OCEAN PACIFIQUE NORD

MARIANNES
DU NORD

DISTRICT DES ILES MARSHALL

DISTRICT DE SAÏPAN

DISTRICT DE YAP

CAROLINES OCCIDENTALES

DISTRICT DES
PALAOS

CAROLINES ORIENTALES

DISTRICT DE TRUK

DISTRICT DE PONAPE

NAURU